

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU

Libre Salaire de la Femme Mariée

ET DE LA

CONTRIBUTION DES ÉPOUX AUX CHARGES DU MÉNAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 1^{er} juin 1911, à 3 heures

PAR

Pierre MICHAUD

Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { *MM. MAY, professeur*
POLITIS, agrégé

PARIS

JOUVE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU

Libre Salaire de la Femme Mariée

ET DE LA

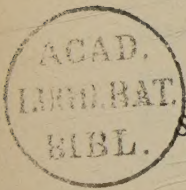
CONTRIBUTION DES ÉPOUX AUX CHARGES DU MÉNAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 1^{er} juin 1911, à 3 heures

PAR

Pierre MICHAUD



Président : M. WEISS, professeur
Suffragants { *MM. MAY, professeur*
POLITIS, agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1911

DU
Libre Salaire de la Femme Mariée
ET DE LA
CONTRIBUTION DES ÉPOUX AUX CHARGES DU MÉNAGE

INTRODUCTION

La loi du 16 juillet 1907 qui marque l'étape la plus importante dans la voie jusqu'ici parcourue de l'émancipation civile de la femme, est une des plus intéressantes parmi celles qui ont vu le jour dans ces dernières années. Elle touche, en effet, à la question féministe et ouvrière, ce sont deux des faces sous lesquelles on peut envisager le vaste problème de la question sociale.

A l'origine du mouvement en faveur des droits de la femme, les bruyantes manifestations d'un grand nombre de ses adeptes, les réclamations outrées des uns, les propositions paradoxales des autres, avaient jeté sur lui un certain discrédit ; on n'avait pu lui opposer, pendant un certain temps, avec succès la barrière du ridicule.

Mais bientôt est apparu un féminisme sagement

Michaud

1

novateur, frère assagi du précédent dont il a soin d'éviter les écarts de plume et de langage, qui a compris qu'il fallait abandonner les rêves nébuleux et les vues chimériques pour descendre sur la terre des réalités. Cantonné sur le terrain civil, il s'efforce de hâter au fur et à mesure qu'il les juge mûres les réformes réclamées par la raison dans l'intérêt de la femme. Il a puissamment contribué à assurer à celle-ci des droits étendus sur les produits de son travail. On sait combien les principes du Code étaient peu satisfaisants en cette matière. Sous la plupart des régimes matrimoniaux en effet, et en particulier sous le régime légal qui est celui qui régit les rapports pécuniaires de l'immense majorité des ménages français, le mari avait l'administration des ressources provenant de l'activité de la femme, il pouvait en disposer à sa guise sans aucun contrôle de l'épouse. Nul obstacle ne l'empêchait de gaspiller les produits du travail d'autrui dans un but égoïste et de laisser sa famille sans ressources. Il y a longtemps que cette situation était considérée comme intolérable pour la femme qui avait un mari ivrogne ou débauché.

« Quand on songe à la quantité de ménages qui se dérangent, disait Jules Simon, et qui ne se soutiennent que par la privation, le travail, et l'économie de la femme, on ne peut s'empêcher de dire qu'il y a tout à la fois de la barbarie et de l'impré-

voyance à réserver pour les hommes tous les bénéfices de l'association. »

On a parfois reproché aux publicistes d'avoir noirci le tableau et dramatisé cette situation, mais même réduit à ses plus exactes proportions, le mal existait et les abus du mari donnaient naissance à des situations douloureuses. Grâce à la loi nouvelle, les excès du mari ne peuvent plus s'abriter derrière la légalité et une antinomie fâcheuse a cessé d'exister entre le droit et la loi ?

Mais comment se fait-il qu'en cette matière le Code se soit montré longtemps si rigoureux pour la femme ? Les féministes ont eu beau jeu à lui reprocher sur ce point son oppression : quelque imprégné que reste cependant notre Code des idées romaines de *fragilitas sexus* ou de *levitas animi*, on ne s'explique pas que la femme mariée ait été plus mal traitée que le mineur auquel la libre jouissance des produits de son travail était assurée.

Cette apparente imprévoyance de nos lois et la pénible situation qui en résultait pour l'épouse s'explique, quand on songe que la transformation de sa condition économique est la cause d'une iniquité qui n'existait pas quand le Code fut promulgué.

A cette époque, en effet, comme sous l'ancien régime, la femme ne déployait guère son activité hors de son intérieur. La vieille maxime bretonne. « femme si doit garder l'hostel, le feu et les enfants »

résumait encore les occupations de la plus grande partie des femmes et Portalis pouvait encore dire : « L'homme et la femme ne peuvent supporter les mêmes fatigues ni se livrer aux mêmes travaux ». (Portalis, Exposé des motifs. Locré, t. II).

Mais au cours du xix^e siècle une transformation profonde s'est produite dans les moyens de production. La vapeur et l'électricité, en substituant l'emploi de la force mécanique à celui de la force humaine, ont ouvert en quelque sorte les portes des usines et des manufactures aux femmes,

Jadis l'ouvrier devait faire preuve de vigueur pour dompter la matière et l'assouplir ; il agissait directement sur elle et c'étaient ses mains elles-mêmes qui la transformaient.

Depuis que la machine s'est chargée de ce rôle l'importance de la force musculaire a diminué, l'homme a perdu une grande partie de sa supériorité, la femme est devenue une égale ou peu s'en faut dans un grand nombre de travaux qui exigent surtout de la dextérité et de l'adresse. Elle se contente d'ailleurs d'un salaire plus modique, aussi cette main-d'œuvre est-elle recherchée pour des emplois de plus en plus nombreux. Il y a aujourd'hui plus de six millions de « travailleuses » en France, la plupart employées de l'industrie.

On peut donc dire sans beaucoup d'exagération, que c'est au cours du xix^e siècle qu'est apparue l'ou-

rière. « L'ouvrière, dit Michelet, mot impie, sordide, qu'aucune langue n'eut jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant cet âge de fer et qui balancerait à lui seul tous nos prétendus progrès. »

Certes, le travail industriel est fécond en dangers et en abus de toutes sortes, ses effets sont aussi nuisibles pour la santé de la femme que pour l'organisation de la famille et l'avenir du pays. On peut déplorer que tant de femmes soient soumises au travail collectif loin de leur famille, mais dans l'impossibilité de l'empêcher, le législateur devait du moins les protéger. Or, cette protection, nous l'avons déjà dit et il nous faut insister sur ce point, n'était pas assurée par notre régime traditionnel de la communauté légale, charte sous laquelle vivent la très grande majorité des travailleurs.

Il n'avait pas été fait pour les classes laborieuses, et il était pour elles d'une adaptation pénible. En effet, chez les classes pauvres, les ressources du ménage consistent principalement, pour ne pas dire exclusivement, dans les produits du travail des conjoints. La dot que la femme apporte à son mari, c'est avant tout son labeur, non seulement à l'intérieur du domicile conjugal, mais encore au dehors. Le salaire de l'ouvrière, les appointements de l'employée, les gages de la domestique font partie de la communauté.

Ces apports de natures diverses de l'épouse s'ajou-

tent à des apports analogues du mari et l'ensemble forme la fortune commune.

Or, dans le régime de communauté, tel qu'il est organisé par le Code civil, au mari seul appartient la gestion des intérêts pécuniaires de la famille. Lui seul, aux termes de la loi, peut administrer les biens communs, les aliéner à titre onéreux, les donner même dans une très large mesure, les engager pour ses dettes personnelles, ce qui lui permet non seulement de dissiper à son gré les ressources existantes du ménage, mais même de compromettre sa fortune à venir.

L'épouse, au contraire, malgré son droit théorique de copropriété est sans pouvoirs effectifs sur le patrimoine conjugal, elle peut seulement concourir aux rares actes que le mari ne peut passer seul ; mais de droits exclusifs sur ses biens, elle en est totalement sevrée.

Le mari est donc resté le seigneur et maître dont parlait notre ancien droit, et un tel régime n'a de société que le nom. La maxime *non prope mulier est socia sed speratur fore* est toujours vraie. Et à quelle date se réalisera l'espoir qui résume les droits de la femme ? Le jour de son veuvage, de son divorce ou de sa séparation de biens, toute communauté devant nécessairement se dissoudre par l'une de ces trois éventualités. L'espoir dont le Code leur-

rait la femme était donc en réalité la crainte d'une condition pire.

Qu'importent, objectera-t-on peut-être, ces lacunes d'un régime matrimonial légal si graves soient-elles?... N'est-il pas toujours permis d'y obvier en rédigeant un contrat ! C'est oublier que ce contrat est nécessairement un acte notarié dont les frais relativement considérables sont de nature à faire reculer les intéressés. La preuve en est que l'usage des contrats nuptiaux est pour ainsi dire inconnue dans le monde ouvrier.

La seule ressource de la femme pauvre, dont le mari était incapable ou indigne, était la faculté de réclamer la séparation de biens. Mais ici encore il lui était difficile de bénéficier de la sollicitude de la loi par suite des frais et des longueurs de l'action judiciaire qui, dans la séparation, sont particulièrement considérables, et l'assistance judiciaire avec ses difficultés et ses lenteurs inévitables ne remédiait guère à cette situation. M. Glasson pouvait donc conclure avec raison qu'« en réalité cette législation du Code civil protège très efficacement la femme lorsque le ménage possède une certaine fortune, mais elle n'est pas faite pour la femme de l'ouvrier ».

Remarquons d'ailleurs, en passant, que ces paroles de M. Glasson ne sont pas tout à fait exactes en ce qui concerne les classes riches. Elles pouvaient l'être il y a un siècle, mais aujourd'hui, avec le déve-

loppement prodigieux des biens mobiliers la composition des fortunes a été considérablement modifiée sous le régime communautaire. Or, les meubles communs et même les propres mobiliers de la femme deviennent si facilement la proie d'un chef de famille peu scrupuleux puisqu'il en a l'administration. Il serait donc avantageux, même pour la femme riche, de voir modifier cette société léonine qu'est la communauté, car ce phénomène économique amène une poussée d'individualisme, indéniable, d'autant plus que les époux se connaissent généralement moins bien qu'autrefois quand ils s'épousent, et que la pratique du divorce n'est pas faite pour encourager la confiance. Aujourd'hui que la stabilité du ménage n'est guère plus assurée que celle de la fortune, on a une tendance marquée à restreindre la fusion des patrimoines.

« C'est vers la séparation et l'individualisme des époux que nous nous acheminons, écrivait M. Meynial, il y a quelques années ? Ce que la femme demande, c'est surtout sa place indépendante à côté de l'homme, ce qu'elle veut, c'est de pouvoir se faire sa vie libre, à l'abri des désordres et des écarts dont elle subit le contre-coup. Nous lui avons fait un mariage où tous les risques lui incombent, où les engagements de l'homme, pour être effectifs, supposent un état social stable, une population bourgeoise et même rurale, presque chatouilleuse sur le

point d'honneur moral. Tout cela est changé, dans notre société mouvante et presque nomade, quand la femme ne rejette pas le mariage elle est sage en se réservant au moins des ressources personnelles, en refusant de s'associer. »

Une revision de notre régime de communauté s'impose en effet ; sinon un brusque mouvement de réaction pourrait en amener la ruine.

En attendant, il était indispensable de le modifier au profit des classes laborieuses, car tout ce qui est utile pour les classes riches s'impose impérieusement pour les premières, car tout s'y confond avec la nécessité du besoin.

C'est dans ce milieu, surtout d'ailleurs, que sévit le fléau de l'alcoolisme et que l'abandon entre dans les mœurs. La femme devient alors le centre de la famille en face du mari oublieux de ses devoirs ; il était urgent de l'armer pour protéger le pain des enfants.

Ajoutons qu'il s'agissait non seulement d'assurer l'existence de la famille, mais aussi la dignité de la femme. « C'est en vertu d'un sentiment supérieur à la pitié, disait M. Tissier, que nous devons demander l'atténuation de la puissance maritale. C'est au nom du respect, de la dignité et de l'indépendance humaines, qu'il faut réclamer l'allègement de la subordination de la femme. »

C'est au nom des mêmes principes qu'il convenait

de lui reconnaître le droit de toucher et d'administrer les produits de son travail.

Depuis un certain temps on cherchait à réagir contre les conséquences peu équitables des systèmes du Code. L'effort se fit d'abord dans l'interprétation doctrinale et jurisprudentielle et dans quelques lois spéciales. C'est ainsi que, grâce à la théorie du mandat tacite, la jurisprudence avait fini par faire d'un pouvoir délégué l'embryon d'un pouvoir propre de l'épouse.

On lui avait aussi permis de faire des versements sans autorisation à la caisse d'épargne et de les en retirer de même, sauf opposition du mari (lois du 9 avril 1881 et 20 juillet 1895). Les mêmes pouvoirs lui étaient accordés pour effectuer des versements à la caisse des retraites pour la vieillesse (loi du 20 juillet 1895).

La personnalité de la femme n'était donc pas un reflet aussi effacé de celle du mari qu'on aurait pu le croire en s'en tenant à la lecture du Code, « mais enfermées entre les prescriptions de la communauté dit M. Pichon, les réformes étaient fragmentaires et laissaient en dehors d'elles l'essentiel de la vie de chaque jour. Pour retrouver l'harmonie de cette vie et du droit qui doit l'exprimer, ce sont quelques-uns des principes mêmes de la communauté qui devaient céder » (1). Nous allons examiner comment la loi nouvelle a modifié les principes du Code civil.

1. M. Pichon, *Du Libre salaire de la femme mariée*, p. 9.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

La pratique, gênée par les textes du Code, ne pouvait donner satisfaction que d'une manière insuffisante au droit nouveau qui se formait. Une réforme législative était mûre, elle était nécessaire pour harmoniser le droit avec les faits.

C'est à M. Glasson que revient l'honneur d'en avoir été le premier inspirateur, dans un mémoire qu'il présentait en 1886 à l'Académie des Sciences morales et politiques, après avoir montré la nécessité de protéger la femme laborieuse il déclarait : « Il importe d'établir au profit de l'ouvrière une justice rapide et une procédure simple qui lui permettrait, au lieu de pratiquer entre les mains du patron une sorte de saisie-arrêt sur une partie des salaires du mari, tout au moins de conserver pour elle-même dans certaines circonstances l'intégralité des produits de son travail. »

M. Glasson, avec la collaboration de M. Jalabert, convertit plus tard en une proposition de loi les

idées qu'il avait ainsi exprimées. La femme ouvrière ou petite employée pouvait, par une procédure rapide et peu coûteuse, obtenir du juge de paix le droit de toucher elle-même les produits de son travail en prouvant que le mari mettait en péril par son inconduite les intérêts du ménage. La femme pouvait, dans les mêmes circonstances, avec la permission de la même juridiction, saisir-arrêter une partie des salaires de son mari.

MM. Louis Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montant reprirent presque textuellement cette proposition pour la soumettre à la Chambre des députés en 1890. Ils y apportaient cependant une restriction importante; le salaire de la femme ne cessait pas de tomber en communauté quoiqu'elle pût l'administrer et en disposer librement avec l'autorisation du juge de paix.

Cette réforme était assez timide, puisqu'elle avait seulement pour but d'obvier, par une procédure simplifiée, aux abus du mari sur les gains de sa femme.

Elle prêtait à la critique car elle présentait les mêmes inconvénients que la séparation de biens, c'était un procès à plaider, qui pouvait faire surgir des conflits violents entre époux et n'être que le prélude d'une séparation de corps ou d'un divorce.

D'autre part, c'était par pitié, par humanité qu'on venait au secours de la femme laborieuse par quelques artifices de procédure, mais le problème était plus

large, car c'était par équité qu'il fallait accorder à la femme la libre disposition de son salaire. Il était nécessaire de régler sur des bases nouvelles les rapports entre époux, et dans ce but il était nécessaire de porter atteinte aux principes traditionnels du Code civil.

Aussi, d'autres propositions de lois devaient suivre, modifier et compléter cette première tentative de réforme. En 1893 s'était fondée, sous la direction de M^{me} Schmall, la duchesse d'Uzès, M^{lle} Sarah Monod, une association féministe « l'Avant-courrière » qui rêvait d'assurer à la femme mariée la libre disposition de son salaire.

M^{lle} Jeanne Chauvin avait été chargée, par elles, d'établir un projet de loi d'après lequel un pouvoir légal sur ses gains lui serait *de plano* accordé. Il s'agissait d'ajouter un paragraphe conçu dans ce sens et inspiré de la loi danoise de 1880 à l'article 217 du Code civil. L'idée de cette réforme fut reproduite dans la proposition déposée sur le bureau de la Chambre des députés le 9 juillet 1894 par M. Goirand, le jour même où MM. Louis Jourdan, Dupuy Dutemps et Montaut présentaient une seconde fois leur proposition devenue caduque.

L'innovation proposée par M. Goirand consistait à transférer à la femme, sur ses gains personnels, les pouvoirs d'administration et de disposition que le mari exerce sur les autres liens de la communauté,

mais sans toucher à la question de propriété. Ces droits devaient appartenir à la femme en vertu de la loi et sans aucune intervention de justice.

L'opinion publique et la presse se montrèrent favorables à la proposition Goirand et après un rapport de M. Goujon à la Chambre, elle fut prise en considération le 12 janvier 1895 et renvoyée à la commission chargée d'examiner la proposition Jourdan. Elles furent fondues par celle-ci en un seul texte, mais après que la commission y eut apporté certaines restrictions.

Le nouveau texte reproduisait, en effet, dans son article premier l'article unique de la proposition Goirand, mais spécifiait qu'il ne serait pas applicable aux gains résultant du travail commun des époux. En outre, le mari conservait toutes ses anciennes prérogatives sur les économies réalisées par la femme sur ses salaires (1) contrairement, semble-t-il, à la proposition Goirand, bien que celle-ci fût peu explicite à cet égard.

D'autre part si, conformément à la proposition Jourdan, on donnait à la femme le droit de saisir-arrêter les gains du mari, cette faculté se trouvait restreinte au cas d'abandon, tandis que le mari au

1. Dès que la femme a appréhendé ses salaires et qu'elle en a disposé, elle a épuisé son droit. Il en est de même si, au lieu de les dépenser, elle les laisse subsister sous forme d'économies (Exposé des motifs).

cas d'existence d'enfants, pouvait toujours contraindre, par les mêmes moyens, sa femme à contribuer aux soins du ménage.

La proposition Jourdan-Goirand fut votée presque sans discussion par la Chambre, le 27 février 1896, et transmise au Sénat le 2 mars de la même année. Elle fut renvoyée devant une commission chargée d'examiner une proposition de MM. Georges Martin et Schœlcher sur les droits civils de la femme.

Mais le Sénat parut peu favorable à cette réforme car la proposition dormit dix ans dans les cartons de la commission. Il ne faut pas trop le regretter, car le problème de la réforme était assez mal posé, et n'aurait pu être résolu que d'une façon peu satisfaisante.

Entre temps, l'opinion publique prenait conscience de la nécessité d'une modification de notre Code dans le sens d'une grande autonomie de la femme. D'autre part, les jurisconsultes devaient s'émouvoir de la situation regrettable qui se prolongeait et par leurs études mettre au point une loi devenue indispensable. C'est la tâche qu'entreprit en 1901-1902 la Société d'Études législatives nouvellement créée dans ses premières délibérations. Elle s'inspira des législations étrangères, surtout de celles qui, à raison de leurs origines, avaient plus d'affinités avec la nôtre et dont le régime légal était la communauté, mais elle le fit avec un éclectisme éclairé et en adoptant les réformes à notre génie national.

La Société d'Études législatives se rendit compte qu'il était nécessaire, pour accorder à la femme des droits étendus sur les produits de son travail, de remanier profondément notre droit matrimonial, mais elle pensa qu'elle pouvait cependant rester fidèle à nos traditions et conserver la communauté comme régime légal.

Cependant, bien qu'empreint de prudence et soucieux des transitions, le projet de loi de la Société d'Études législatives était assez largement novateur. Voici quelles étaient les innovations les plus saillantes qu'il comportait :

D'abord, il devait s'appliquer aux gains de la femme provenant de son travail personnel sans faire aucune distinction d'après la nature et l'origine de ceux-ci. Ce n'étaient donc plus seulement les ouvrières qui devaient bénéficier de la réforme projetée, mais toutes les femmes laborieuses. La femme avait le droit d'administrer les produits de son travail qu'il fût ou non capitalisé, on ne faisait à ce sujet aucune distinction analogue à celle contenue dans le projet Goirand. Elle pouvait également en disposer, mais seulement à titre onéreux, enfin le droit d'ester en justice en ce qui les concernait lui était également accordé.

Toutefois la Société d'Études législatives apportait une restriction sensible à ses pouvoirs en posant en principe que ceux-ci ne lui étaient accordés que dans

l'intérêt du ménage, et elle en tirait cette conséquence qu'au cas d'abus, le mari pouvait s'adresser à la justice pour en faire prononcer par elle le retrait total ou partiel.

Les pouvoirs nouveaux conférés à la femme lui étaient reconnus quel que fût son contrat de mariage, mais ne l'étaient d'ailleurs qu'en vertu d'une présomption de volonté. Les époux étaient donc à même, par une clause de leur contrat de mariage, de se rétablir l'ancien état de choses.

Après ces travaux, le terrain était désormais bien préparé pour porter des fruits, l'opinion d'ailleurs se montrait de plus en plus favorable au féminisme ainsi qu'en témoignait le vote d'un certain nombre de lois telles que celle du 7 décembre 1897 qui accordait aux femmes le droit d'être témoins dans les actes de l'état civil et les actes notariés, celle du 23 janvier 1898 qui les rendait électrices dans les élections consulaires ; une autre enfin leur donnait accès au barreau. Aussi, le 25 février 1905, M. Grosjean déposait à la Chambre une nouvelle proposition ayant pour objet la protection des gains et salaires de la femme mariée. Avec quelques variantes elle était la reproduction, dans ses grandes lignes, du texte proposé par la Société d'Études législatives.

C'est en s'inspirant des mêmes idées que M. Gourju rédigeait une nouvelle proposition présentée au Sénat le 26 juin 1906, lorsque la précé-

dente fut devenue caduque par la fin de la législature. Celle-ci fut renvoyée à la commission chargée d'examiner la proposition adoptée par la Chambre des députés en 1896, et M. Guillier déposait son rapport sur l'une et sur l'autre le 20 mars 1907.

Le nouveau texte ne contenait pas d'innovation importante. Des droits étendus étaient reconnus à la femme sur les produits de son travail, mais par une clause de son contrat elle pouvait toujours opter pour son ancienne incapacité.

C'est au Parlement que devait être parcourue la dernière étape. En effet, grâce à l'intervention de MM. Maurice Faure et Le Chevalier, le Sénat déclarait d'ordre public la disposition qui réserve à la femme la libre administration de ses gains et salaires. Le législateur complétait ainsi heureusement les travaux de la Société d'Études législatives, en admettant un principe qui lui parut indispensable pour donner à la loi toute son efficacité ; ce fut en quelque sorte son couronnement. Après avoir tracé brièvement l'évolution de cette réforme législative, nous allons examiner quelle répercussion elle a eue dans notre droit matrimonial et quelles modifications elle y a apportées.

CHAPITRE II

COMPOSITION DES BIENS RÉSERVÉS

D'après l'article premier de la loi, toutes les sommes acquises par le travail personnel de la femme ainsi que les économies en provenant, lui sont réservées en propre. Cette formule très large paraît comprendre tout ce que la femme acquiert par son activité. Il était rationnel d'en décider ainsi et de tenir compte uniquement de l'origine des biens pour constituer le régime nouveau applicable au pécule de la femme. Cependant, cette conception ne s'est fait jour que lentement : au début, la réforme ne concernait que les salaires ; par la suite, le bénéfice de la loi fut étendu à tous les produits du travail de la femme, à l'exclusion de ceux qui résultent du travail commun des deux époux. En effet, sur les gains résultant du travail commun des époux, la femme ne possède aucun pouvoir nouveau. Mais, du moment qu'il s'agit de gains résultant du travail personnel de la femme et d'économies réalisées sur eux, ils sont soumis à la réglementation nouvelle.

Désormais, « qu'elles soient ouvrières, employées, professeurs, artistes ou écrivains, fonctionnaires ou commerçantes, du moment qu'elles exercent une profession séparée de leur mari, toutes les femmes laborieuses sont protégées par la loi » (Rapport de M. Guillier, p. 8 et s.). Il eût été, en effet, souverainement injuste de tracer des catégories entre les femmes mariées, de distinguer suivant la nature de la profession exercée par l'épouse, pour accorder, dans certains cas, et refuser dans d'autres, une protection indispensable à toutes les femmes mariées. Au surplus, la loi française de 1907 s'est purement et simplement inspirée, à cet égard, des dispositions des lois allemande, danoise, finlandaise, genevoise, norvégienne, suédoise, qui, toutes, présentent ce trait commun de soustraire à l'administration du mari les gains qui proviennent de l'activité indépendante de la femme. Seule, la loi belge a cru devoir formuler une réserve ; d'après les articles 30 et 39 de la loi du 10 mars 1900, le pécule réservé ne comprend que les salaires et les rémunérations inférieurs à 3.000 francs, qui proviennent de la femme mariée.

Pour déterminer les limites du pécule réservé à la femme (et examiner comment sa composition fut progressivement élargie), il convient de passer en revue les principaux éléments qui le composent, et d'apprécier les diverses restrictions qui ont été pro-

posées. Tout d'abord, le législateur a-t-il entendu exiger, pour accorder le bénéfice de la loi nouvelle à la femme, que le travail de celle-ci fût suffisamment continu pour constituer, à proprement parler, l'exercice d'une profession ? Nous ne le croyons pas. Il résulte, à n'en pas douter, de l'article premier, qu'aucune condition de ce genre n'est exigée. Sans doute, vis-à-vis des tiers, il sera de toute nécessité que la femme, désireuse d'accomplir les actes de la vie civile que la loi nouvelle lui permet de passer sans autorisation, justifie qu'elle exerce une profession distincte de celle de son mari (art. 1^{er}, al. 4) ; mais le législateur n'a nullement entendu exclure de sa protection les gains accidentels que le travail de la femme peut lui procurer. Donc, quelques modiques ou intermittents que soient ses gains, il semble résulter du texte formel de la loi, aussi bien que des travaux préparatoires, que le mari a perdu sur eux tous les droits qu'il tenait du Code civil. La loi n'impose nulle part la condition de continuité du travail de la femme ; le tracé d'une ligne de démarcation en cette matière serait d'ailleurs forcément arbitraire (en ce sens : Pichon, *Revue critique*, 1908, p. 313). — D'après l'article premier de la loi, les biens réservés à l'administration de la femme comprennent « les produits de son travail personnel et les économies en provenant ». Nous allons passer en revue, successivement, ces deux catégories de biens.

§ 1^{er}. — Que faut-il entendre par « produits du travail de la femme ? » Cette expression compréhensive a été employée à dessein par le législateur. Elle ne s'applique pas seulement aux salaires, que vise seul le titre de la loi. L'expression « produits du travail » est un vestige de la conception première de la réforme, qui se proposait seulement de protéger les femmes ouvrières et employées (Rapport Gourju, *Journ. off.*, 1906, Doc. parl. Sénat, p. 742). Mais, par la suite, on dut reconnaître qu'il était injuste de réserver le bénéfice de la réforme à une seule catégorie de femmes laborieuses, et la préférence fut donnée à l'expression « produits du travail », que l'on retrouve dans les propositions successives de MM. Goirand, Grosjean et Gourju. Ces mots, qui ont un sens très général, visent tout ce que la femme peut gagner en travaillant (Rapport de M. Guillier, p. 9). Dès lors, les biens réservés comprendront d'abord les produits des plus humbles travaux de l'épouse (ouvrages d'aiguille, par exemple) ; ce sera encore dans leur catégorie qu'il faudra ranger les salaires, traitements, appointements de toute nature touchés par la femme à titre de rémunération de son activité propre.

La question se pose pour l'application de la loi nouvelle comme elle s'est posée pour l'interprétation des lois du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires et pour la loi du 9 avril 1898, de savoir s'il

faut faire rentrer dans les produits du travail les commissions, frais de déplacement, gratifications usuelles, indemnités de congédiement. Telle a bien été l'intention du législateur et il a entendu comprendre également, pensons-nous, les gains qui sont plutôt une libéralité que la contre-partie d'un service rendu tels que les pourboires, étrennes, etc., car c'est à l'occasion du travail que ces biens sont acquis aux femmes laborieuses.

Il y a lieu de considérer également comme un produit du travail l'indemnité due en vertu de la loi 1898 à une femme victime d'un accident. Cette indemnité représente, en effet, une diminution de sa capacité professionnelle. Elle est destinée à compenser la diminution du salaire, d'après lequel elle est calculée, aussi la jurisprudence est-elle entrée dans cette voie (trib. civil de la Seine, 26 mars 1908). Le tribunal qui a eu à statuer sur cette question a laissé entendre que sa décision pourrait être différente s'il s'agissait non d'un accident du travail, mais d'un accident de droit commun. Dans ce cas, en effet, l'indemnité due non plus par le patron mais par le tiers auteur de l'accident civilement responsable aux termes de l'article 1382 du Code civil n'est plus représentative du salaire, il n'y a donc aucune raison pour qu'elle lui soit substituée.

En ce qui concerne les indemnités d'assurances qui pourront être dues à la femme qui s'est fait assu-

rer contre les accidents, comme les primes auront généralement été prélevées par la femme sur son salaire, elles rentreront la plupart du temps dans ses biens réservés.

Quant aux indemnités pour congédiement que la femme pourrait obtenir en vertu de l'article 1780 du Code civil pour renvoi sans motifs ou sans que les délais d'usage fussent observés comme elles compensent les salaires que la femme aurait touchés en cherchant une nouvelle place, elles doivent aussi faire partie des biens réservés.

Rentreront également dans les biens réservés les retraites de vieillesse si elles sont dues en vertu d'une convention du contrat de louage de services, ou même si elles sont servies par l'employeur de son plein gré ; c'est le travail, en effet, qui est la cause juridique de la retraite, généralement proportionnée au temps de service et au salaire du retraité.

La loi sera susceptible de recevoir une application quotidienne en ce qui concerne les femmes fonctionnaires : institutrices, receveuses des postes, etc. Il eût été absolument insuffisant d'intervenir en faveur de la seule femme ouvrière, alors que les femmes des autres classes ont souvent besoin d'une protection nécessaire à la fortune personnelle provenant de leurs gains. Dans les milieux bourgeois comme dans les classes pauvres, il arrive fréquemment que le mari commet des abus dans son administration ;

d'autre part, des revers de fortune peuvent obliger une femme à chercher dans ses aptitudes les ressources dont le ménage est dépourvu. En définitive, le point auquel le législateur a entendu s'attacher, c'est l'origine des deniers gagnés par la femme ; il lui est indifférent que celle-ci appartienne à telle ou à telle classe de la société. Dans tous les milieux, le produit du travail mérite protection en tant que tel, et rien n'eût été plus arbitraire que de limiter le bénéfice de l'innovation aux femmes mariées des classes pauvres.

Générale quant aux femmes qui travaillent, la loi doit-elle recevoir la même interprétation libérale en ce qui concerne certains produits ? Il semble que oui. Cependant des difficultés ont surgi sur ce point. Que décider, d'abord, à l'égard des œuvres artistiques, littéraires ou musicales ? Aueun doute ne saurait s'élever relativement au prix de vente de ces œuvres ; il fait assurément partie du patrimoine réservé ; ce sont des sommes représentatives d'un travail intellectuel personnel à l'épouse. Mais là où la difficulté n'est pas aussi clairement résolue, c'est quand il s'agit, non pas de la vente directe des œuvres au public, mais de signer avec l'éditeur un traité assurant à l'auteur l'exploitation normale de son ouvrage. En d'autres termes, la femme a-t-elle la faculté de tirer exclusivement profit d'un droit d'auteur, d'un brevet d'invention dû aux recherches

et au travail qu'elle a accompli personnellement ?

Avant 1907, il était de règle que, sous n'importe quel régime matrimonial, la femme écrivain ou artiste ne pouvait exercer ses droits d'auteur ou de reproduction qu'avec le consentement de son mari. La nécessité de cette autorisation s'imposait même à la femme séparée de biens, d'après la majorité des auteurs ; seule la femme séparée de corps, conservant sa pleine capacité, était libre d'exploiter son œuvre comme elle l'entendait. Aujourd'hui, la femme conservera par devers elle le produit de ses ouvrages ; peu importe le caractère de l'œuvre littéraire, musicale, artistique, de peinture ou de sculpture ; non seulement l'épouse aura la faculté d'exploiter son œuvre, mais elle aura le droit de la modifier ou de la supprimer, si, à la réflexion elle estime que cette œuvre ne la satisfait pas et peut compromettre sa réputation artistique ou littéraire. Ce droit personnel de l'auteur a de tout temps existé sur son œuvre, mais à côté, il faut envisager les profits pécuniaires que l'œuvre est susceptible de rapporter ; c'est la partie patrimoniale de l'œuvre artistique ou littéraire (Boistel, *Cours de philosophie du droit*, t. I, 1899, n° 144 et s.). C'est à cette valeur patrimoniale de la propriété littéraire et artistique que s'appliqueront notamment les principes posés par la loi nouvelle ; en effet, toutes les règles nouvelles concernant les profits pécuniaires

procurés par le travail visent le résultat des travaux intellectuels aussi bien que des efforts physiques (Voir pour l'ensemble de la question, avant 1907, les conclusions de M. le Procureur général Baudoin. Cass., 25 juin 1902. D. 1903. 1. 5, et note de M. A. Colin). Dès lors, quelle que soit la manière dont elle exerce son droit d'auteur pour en tirer des profits commerciaux, la femme aura la libre disposition des gains que lui rapporteront la composition de ses œuvres artistiques, littéraires ou musicales ; il y a là un bénéfice d'ordre aussi respectable que le traitement de la fonctionnaire, les gains de la commerçante ou les salaires de l'ouvrière. Il importe toutefois de remarquer que, pour des raisons morales, le mari pourrait mettre obstacle à la publication de l'œuvre. En effet, le fait de tirer profit des droits d'auteur, notamment en concluant un contrat d'édition, ne correspond pas seulement à une convention isolée dans le temps ; il représente, de plus, l'exercice d'une profession, au moins d'après certains auteurs. Or, on sait que la loi de 1907 a entendu maintenir l'autorisation maritale, de sorte que, si la femme peut aujourd'hui conserver par devers elle les salaires qu'elle gagne, c'est à la condition d'avoir obtenu préalablement le consentement du mari pour l'exercice de cette profession. Il appartiendra donc au mari, en vertu de son autorité de chef, de s'opposer pour des motifs d'ordre moral à une publication

qui lui paraîtrait de nature à compromettre la réputation du ménage. M. Piédelièvre a formulé à cet égard les remarques suivantes : « Lorsqu'il s'agira d'une femme qui voudra produire un ouvrage au cours du mariage, deux questions se présenteront : 1° est-ce que cette femme va pouvoir publier cet ouvrage, c'est-à-dire le reproduire sous toutes les formes sous lesquelles la reproduction peut avoir lieu ; 2° à supposer qu'elle puisse le faire, que pourra-t-elle faire du produit de son travail ? Je crois que la loi du 13 juillet 1907 ne répond qu'à la deuxième question ; elle laisse complètement la première sous l'application des principes généraux (*Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1908, p. 258). Ajoutons que les droits d'auteur devenant personnels, quant à leurs profits pécuniaires, à la femme, en vertu de la loi de 1907, celle-ci pourra, en renonçant à la communauté, conserver pour elle l'intégralité des produits de ses œuvres sans subir aucun partage avec son mari ou avec la succession de ce dernier, mais la même faculté n'appartient pas, bien entendu, à l'époux (Cf. art. 5, al. 2 de la loi de 1907), quoique les œuvres de celui-ci, quand il est auteur, soient comprises lors de la dissolution de la communauté dans la masse partageable (1).

1. Cette particularité est donc constitutive, comme l'a dit M. Vauwois « d'une inégalité dans le ménage en faveur de la

§ 2. — La loi de 1907 s'applique aux produits du travail personnel de la femme et aux économies qui en proviennent, mais à une condition, c'est que la femme ait déployé son activité d'une manière indépendante, car l'article premier, alinéa 5, spécifie que les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains résultant d'un travail commun aux deux époux. Il s'agit cependant d'un travail auquel la femme a participé, où peut-être elle a tenu un rôle prépondérant ; cependant le régime de la loi ne lui est pas applicable. Lors de la discussion et dans les études préparatoires qui ont eu lieu à la Société d'Études législatives, il a été constaté à plusieurs reprises que la même règle est suivie par les législations étrangères qui ont statué sur le régime des produits du travail personnel de la femme (*Bull. de la Soc. d'Ét. législ.*, 1902, p. 39, 55, 205, 464). On s'en est tenu sur ce point aux principes anciennement adoptés, et dont l'article 5 du Code de commerce contenait une application, en refusant à la femme commerçante le bénéfice des règles de faveur établies pour elle, notamment à la capacité, lorsqu'elle exerce un commerce ou une industrie en collaboration avec son mari. C'est une conception dont

femme de lettres quand on lui applique la loi de 1907 et en faveur de la femme sans épithète au détriment de l'homme de lettres marié, quand on applique le Code civil » (*Bull. de la Société d'Études législatives*, 1908, p. 68).

on retrouve les traces dans d'autres parties du Code.

C'est ainsi que l'article 387 limite d'une manière analogue le droit de jouissance légale des père et mère, en déclarant par une formule inverse qu'il ne s'étendra pas aux biens que leur enfant aurait acquis par un travail séparé.

Cette règle établie par le législateur de 1907 est-elle conforme à la justice absolue ? Il est difficile de le soutenir ; on n'aperçoit pas à première vue pourquoi la femme mariée garde par devers elle l'administration et la jouissance des biens qu'elle gagne par un travail séparé, alors que l'intervention du mari comme collaborateur engendre cette conséquence immédiate de mettre obstacle à l'application de la loi. On objectera, sans doute, que la règle contraire aurait pour résultat de donner lieu aux plus graves difficultés, car il ne serait pas toujours facile de distinguer la part laissée à l'administration du mari et celle qui reviendrait à la direction de la femme. D'ailleurs, c'est surtout dans le commerce que la collaboration des époux est fréquente ; elle est accompagnée alors d'une confusion des capitaux et des activités qui rend difficile la délimitation exacte du rôle de chacun ; mais le législateur aurait pu aisément éviter cette objection en décidant que, dans les hypothèses de ce genre, le partage s'opérerait de moitié. On allègue encore les difficultés de

la preuve et la facilité de commettre des fraudes au détriment des créanciers ; mais la comptabilité précise des commerçants est un obstacle manifeste à toute tentative dirigée contre les créanciers (Cf. Pichon, *Revue critique*, 1908, p. 415). En réalité, si le législateur s'est refusé à étendre à la femme le bénéfice de la loi de 1907, alors qu'elle travaille en commun avec son mari, il a agi dans le but d'éviter chez l'épouse des calculs égoïstes qui auraient été contraires à la bonne harmonie du ménage. Une fois engagé dans cette voie, le législateur aurait pu aller très loin, surtout sous l'empire du programme féministe, et l'on a justement montré les excès auxquels on aboutirait en suivant une pareille orientation ; peut-être irait-on jusqu'à tarifier le dévouement d'une épouse et d'une mère. De sorte que la place prépondérante appartiendrait désormais au calcul, à l'exclusion des sentiments nobles et généreux qui forment le fondement le plus solide de l'union conjugale. En cherchant ainsi à protéger trop efficacement la femme contre des abus possibles de la part du mari, on ne tarderait pas à ruiner l'institution du mariage. Dès lors on conçoit très bien que le législateur n'ait pas étendu le bénéfice de la réforme à la femme qui se confine dans son rôle de ménagère, ni à celle qui se borne à être l'auxiliaire de son mari dans l'exercice de la profession de ce dernier.

Le législateur n'a entendu protéger que les femmes

qui se livrent à un travail distinct de celui de leur mari. Il serait singulier qu'on tint compte à la femme du travail domestique qu'elle accomplit au foyer, et d'en comprendre la valeur parmi les produits de son travail.

Cependant, lors de la discussion, il semble qu'on a admis la possibilité, moyennant un acte de volonté formelle, d'étendre jusque-là le pécule réservé, car on lit dans l'article 3 de la proposition de M. Gourju : « Jusqu'à preuve de la volonté contraire des époux, preuve qui pourra être faite par tous les moyens prévus par l'article 6 de la présente proposition de loi, et qui pourra résulter notamment de ce qu'une rémunération de son travail aura été promise et payée à la femme, les acquisitions ou plus values résultant de sa collaboration aux affaires du mari ou de ses travaux domestiques dans l'intérieur du ménage, ne sont pas comprises dans le pécule réservé de la femme mariée » ; mais le texte définitif de la loi ne contient aucune disposition analogue.

La loi ne s'applique donc qu'aux femmes se livrant à un travail distinct de celui du mari ; mais ce travail doit-il être suffisamment continu pour constituer à proprement parler une profession ? Nous avons résolu par avance la question dans le sens le plus large ; pour nous, la femme n'a pas besoin d'exercer une profession séparée ; il suffit qu'elle accomplisse des actes isolés donnant lieu à une rémunération

pour que celle-ci soit soustraite au pouvoir du mari. Il convient, d'ailleurs, de bien remarquer que, du moment où un salaire est alloué à la femme, celle-ci en garde la libre disposition, sans distinguer suivant que la profession de la femme est ou non la même que celle du mari.

FEMME COMMERÇANTE

La question de savoir si la loi s'appliquerait aux femmes commerçantes n'a pas été résolue sans difficultés.

A la Société d'Études législatives, M. Thaller se déclara nettement hostile à cette extension (1). Elle devait dans l'opinion de l'éminent professeur, susciter d'inextricables difficultés. Souvent, en effet, les époux sont mariés sous le régime de communauté, c'est le cas le plus fréquent et la femme ne peut en général entreprendre le commerce qu'à l'aide de biens et valeurs dont la communauté a la jouissance.

Le produit du travail des commerçants présente donc un caractère mixte, il constitue à la fois la rémunération de leur activité et l'intérêt du capital engagé dans le fonds de commerce.

1. *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1901-1902, p. 121, 123.

Comment, dès lors, pour ne point frustrer la communauté des revenus auxquels elle a droit, opérer dans les bénéfices commerciaux la ventilation de la part correspondant au travail de la femme, et de celle représentant l'intérêt du capital engagé dans l'exploitation ?

Les difficultés de cette situation complexe paraissaient à M. Thaller devoir entraîner l'exclusion des femmes mariées commerçantes du bénéfice de la réforme.

M. Saleilles (1) objecta qu'il y aurait au moins une hypothèse où, sous l'empire de la loi nouvelle, l'institution des biens réservés s'appliquerait très naturellement aux femmes mariées commerçantes. Ce serait celle très fréquente où la femme monte ou reprend un petit commerce à l'aide d'économies réalisées sur ses gains personnels.

Il n'est pas rare que des ouvrières ou employées mettent ainsi dans une entreprise personnelle, en s'établissant à leur compte, le petit capital amassé par leur travail. Quel obstacle aurait pu s'y opposer puisque la loi nouvelle avait précisément pour effet et pour but de leur confier la gestion de ce capital, dont elles pourraient percevoir et garder les revenus ?

Le règlement de compte appréhendé par M. Thaller

1. *Bulletin de la Société d'Étude législatives*, 1901-1902, p. 133.

ne se présentait pas en pareille circonstance. Ainsi, dans cette hypothèse, tout au moins l'institution des biens réservés devait s'appliquer aux femmes commerçantes.

Le législateur ne s'en est pas tenu là et il n'a pas suivi l'exemple de certaines législations étrangères (celle du Danemark par exemple) qui ont exclu du bénéfice de la réforme les femmes ayant entrepris un commerce avec les deniers de la communauté ou du mari.

Sa volonté sur ce point a été formellement exprimée. M. Guillien, en effet, a déclaré au Sénat : « Dans les bénéfices commerciaux, comment faire la part du capital engagé et celle du travail ? C'est pourquoi nous mettons les gains réalisés dans l'exploitation d'un fonds industriel ou de commerce sur la même ligne que les salaires proprement dits et nous les englobons tous dans l'expression « produits de son travail personnel » qui s'appliquera indistinctement à tout ce que la femme pourra gagner en travaillant (1). »

Ainsi, il n'y a pas à tenir compte de l'origine des deniers mis dans le fonds de commerce pour l'application de la loi nouvelle. Il faut considérer dans tous les cas les bénéfices commerciaux de la femme mariée comme biens réservés, sauf à tenir compte au

1. Rapport de M. Guillien, p. 9.

mari, ou à la communauté, de la part qui doit leur revenir lorsqu'ils ont mis des fonds à sa disposition.

Sur ce point, l'inspiration du législateur nous paraît avoir été heureuse et en harmonie avec la logique de son système. Sans doute il y aura difficultés en ce qui concerne la ventilation, mais elles ne sont pas insolubles. Elles pouvaient se présenter antérieurement à la loi, déjà, quand une femme mariée sous le régime de séparation de biens par exemple, faisait le commerce à l'aide d'une somme d'argent que le mari lui avait remise sur ses propres biens. Dans ce cas aussi une ventilation s'imposait, il ne semble pas qu'elle ait été particulièrement difficile.

Il n'y avait donc pas lieu d'apporter pour ce motif une exception à l'application d'une réforme dont le principe, une fois admis, n'était pas moins justifié à l'égard des commerçantes que de toutes autres femmes exerçant une profession.

L'extension de la loi de 1907 aux commerçantes présente pour elles un intérêt considérable à raison des modifications importantes apportées par elle aux règles qui régissaient leur condition antérieurement.

La femme commerçante était relativement privilégiée puisque contrairement au droit commun une autorisation générale suffisait pour l'habiliter à faire le commerce, mais encore ne valait-elle pas pour

les besoins du commerce ; par conséquent, si les profits réalisés par elle n'étaient point affectés à l'entreprise et, en tout cas lors de la cessation de son commerce, le mari en avait l'administration et la jouissance (sauf sous le régime de séparation de biens ou sous le régime dotal s'ils faisaient partie des paraphernaux). D'après la loi du 13 juillet 1907, au contraire, ils échappent au mari ; que la femme exerce son commerce ou qu'elle soit retirée des affaires, elle en aura seule l'administration et la jouissance, elle pourra seule en disposer.

Elle devra seulement récompense à son mari ou à la communauté pour le montant des capitaux prêtés et d'un intérêt stipulé, mais en dehors de cet intérêt ils n'auront pas droit à une part dans les bénéfices commerciaux.

Comment d'ailleurs serait fixée cette part en l'absence de conventions d'un pacte social impossible entre époux ; comment réserver la juste rémunération de l'activité de la femme et attribuer le reste au fond ordinaire de la communauté. Une pareille opération serait arbitraire et le législateur ne l'a pas voulu (Rapport Guillier, p. 3).

Au cas d'abus seulement le mari pourra faire retirer à sa femme les pouvoirs dont la loi l'a armée, mais sous ce rapport ces droits sont moins étendus qu'autrefois. On admettait, en effet, que le mari qui avait autorisé sa femme à être commerçante, pou-

vait librement rétracter son consentement, la femme qui prétendait que la révocation était capricieuse ou inopportune pouvait seulement recourir à la justice, ce qui était rare. Aujourd'hui, c'est le mari qui devra s'adresser aux tribunaux pour faire destituer la femme de ses pouvoirs, il ne pourra donc les lui retirer arbitrairement ; d'autant plus que d'après l'article 2, il devra prouver qu'il y a imprudence, mauvaise gestion ou quelque faute analogue de la part de la femme.

Mais si la femme commerçante a désormais ses gains et ses économies à sa disposition, si le mari ne peut plus lui retirer à son gré les pouvoirs qu'il peut trouver excessifs, reste-t-il tenu, s'il est marié sous le régime de communauté, non seulement sur les biens personnels de la communauté, mais aussi sur ses biens personnels, des obligations de sa femme, quand il l'a autorisée à faire le commerce. Il était juste qu'il en fut ainsi sous la législation antérieure, puisque les bénéfices réalisés par la femme tombant en communauté, le mari en avait sa part, mais aujourd'hui puisque l'article 5 de la loi permet à la femme de les garder tout entiers, pour elle seule en renonçant. Il semblerait donc équitable, qu'en vertu du principe *ubi emolumentum ibi onus*, la femme supportât les dettes qui grèvent le fonds de commerce, dans le cas où elle renonce tout au moins.

D'autre part, l'article 3 de la loi restreint le gage des

créanciers du mari qui n'auront d'action sur les biens réservés que s'ils ont contracté dans l'intérêt du ménage, à moins toutefois que la femme n'ait été autorisée du mari. Mais cet article semble faire allusion à une autorisation *spéciale*, et non générale comme celle visée par le Code de commerce (Voir Valey, *Annales de droit commercial*, 1907, p. 296).

Il semble difficile cependant d'admettre un changement aussi radical en se fondant sur des textes aussi peu précis ; d'autant plus que les travaux préparatoires n'indiquent nullement que le législateur ait eu l'intention de limiter la responsabilité du mari vis-à-vis des tiers au cas où il avait donné son autorisation, cette autorisation fût-elle générale comme celle de l'article 5 du Code de commerce. L'obligation de la communauté et du mari, à raison des actes de la femme, ne devrait d'ailleurs être écartée que si les gains de la femme étaient exclus de la communauté. Or, il n'en est rien, et le privilège de renonciation accordé à la femme n'est pas assez exorbitant pour qu'on puisse, pour ce motif, renverser les principes antérieurement existants, la femme aurait pu, sous le code, se réserver un droit analogue par la clause de franc et quitte (1).

Sous le régime dotal par contre, il ne paraît pas

1. En ce sens : Pichon, Lecourtois et Surville, Pierre Morin.
En sens contraire : Valéry, Lalou.

douteux que la loi de 1907 ait apporté une modification à l'article 7 du Code de commerce.

Cet article vise les femmes commerçantes mariées sous le régime dotal et décide que « leurs biens dotaux, quand elles sont mariées sous le régime dotal, ne peuvent être hypothéqués ni aliénés que dans les cas déterminés et avec les formes réglées par le code civil ». L'exercice du commerce ne relevait pas la femme de son incapacité spéciale qui est plus ou moins étendue suivant la doctrine admise relativement à la dot mobilière. Elle pouvait donc, si son contrat de mariage avait été publié régulièrement, faire annuler ses aliénations de biens dotaux et soustraire ces biens à la saisie, surtout depuis 1867, époque à laquelle la contrainte par corps a été supprimée. Mais comme la loi de 1907 a eu pour effet de faire des paraphernaux de tous les biens acquis par la femme grâce à son travail, ceux-ci peuvent être saisis à l'avenir par les créanciers, soit de la femme elle-même, soit du mari quand ces derniers démontreront que leurs créances ont été contractées dans l'intérêt du ménage.

La femme commerçante moins bien traitée que le mineur émancipé se livrant au commerce, n'avait pas la faculté d'ester en justice sans autorisation spéciale du mari, désormais elle est relevée de cette incapacité. C'est ici surtout que l'extension de la loi aux femmes commerçantes s'imposait. Il aurait été

étrange, en effet, que l'employée d'une commerçante eût eu le droit de plaider librement contre sa patronne alors que celle-ci aurait dû, dans un procès à l'occasion d'un contrat de louage de services par exemple, produire l'autorisation de son mari pour pouvoir agir.

§ 3. — La femme peut avoir embrassé une profession à une époque antérieure au mariage ; la question est alors de savoir si les produits de la femme antérieurs au mariage vont être compris dans la composition du pécule réservé. Le législateur ne se prononce pas formellement sur ce point ; la question avait été cependant soulevée par M. Gourju ; et l'article 2 de la proposition qu'il avait déposée, paraît avoir répondu suffisamment en spécifiant que le pécule réservé s'étendrait seulement aux gains et rémunérations du travail effectué *pendant* le mariage : « le pécule réservé s'étendra seulement aux produits et bénéfices réalisés pendant le mariage ». Toutefois, le pécule réservé comprendra, sans difficulté, les annuités et arrérages échus pendant le mariage, de pensions et de rentes obtenues par la femme à l'occasion d'un travail antérieur au mariage (*J. off.* 1907. Sénat, annexe n° 302). Le texte de cet article 2 a été inspiré par des idées développées par M. Damez dans son livre sur *le Libre salaire de la femme mariée et le mouvement féministe*, p. 475 (ainsi que M. Gourju l'a dit lui-même au Sénat). Quelles

raisons cet auteur donne-t-il donc de la règle consistant à exclure du pécule réservé les produits du travail de la femme antérieurs au mariage ? D'après lui, « les biens que la femme acquiert par son travail antérieur au mariage doivent subir le sort des autres économies qu'elle apporte ; il n'y a pas de raison de les soustraire au droit commun de la communauté et de les soumettre au pouvoir de la femme ; celle-ci pouvait, d'ailleurs, faire un contrat de mariage, et il ne faudrait pas aller jusqu'à la protéger en quelque sorte malgré elle, surtout pour des biens qui, vraisemblablement, n'ont pas été acquis dans l'intérêt du ménage futur et dans le but de contre-balancer les abus du mari, abus qui ne sont possibles et qu'on ne peut prévoir que du jour de mariage » (Damez, *loc. cit.*). Quant aux annuités et arrérages des pensions de retraite ou dus pour un accident antérieur au mariage, s'ils font partie du pécule, ce serait à cause de leur caractère alimentaire et aussi de leur but qui est, en général, de remplacer un travail devenu impossible. Au cours de la discussion, aucune disposition analogue n'a été insérée dans les textes de la loi ni dans les rapports présentés soit au Sénat, soit à la Chambre des députés. Il semble douteux, dès lors, qu'on ait voulu maintenir la règle posée dans l'article 2 de la proposition de M. Gourju ; et il nous paraît que le pécule de la femme doit comprendre les gains antérieurs comme ceux postérieurs

au mariage. Au surplus, la conception de M. Gourju ne peut pas se justifier (Cf. *J. off.*, 1907, Doc. parl. Sénat, p. 742, col. 1). En éliminant du pécule de la femme les produits de son travail antérieurs au mariage, on va contre la réalité même, puisque la femme, à l'époque où elle a déployé son activité, était propriétaire de tout ce que lui rapportait son travail, avait le droit de l'administrer et d'en disposer sans réserve. Comment s'expliquer, dans ces conditions, que le mariage ait pu venir restreindre les droits de la femme à cet égard, puisque l'esprit de la loi de 1907 est de laisser autant que possible à l'épouse la maîtrise complète des produits de son activité. Le mariage ne limite pas les pouvoirs de la femme à l'endroit de ce qu'elle gagne ; cette observation, juste à une époque où la capacité de la femme est diminuée, doit *a fortiori* s'appliquer au temps antérieur à la célébration de l'union conjugale : sur les sommes gagnées à cette époque, les pouvoirs de la femme demeurent ce qu'ils étaient avant. D'ailleurs, les mêmes raisons militent en faveur de la protection de la femme ; le mari peut être porté à dissiper les économies de celle-ci sans rechercher si elles sont postérieures ou antérieures au mariage, des abus éventuels sont à redouter de la part du mari aussi bien pour les unes que pour les autres. Il n'y a donc pas à blâmer le législateur de n'avoir pas introduit dans le texte définitif la restriction proposée par

M. Gourju. La commission qui a été appelée à examiner cette proposition, n'ayant pas retenu le texte préconisé par son auteur, a certainement entendu l'écarter et ne formuler aucune distinction entre les produits du travail antérieur et ceux postérieurs au mariage.

Économies. — Le législateur de 1907 a entendu réaliser une réforme d'une portée très large; aussi d'après l'article premier, les économies réalisées par la femme sur ses gains sont comprises dans son pécule. Ce n'est que tardivement qu'on s'est décidé à augmenter ainsi l'importance de la réforme par l'extension du pécule; l'objet des premières propositions de loi était en effet plus limité. On considérait comme suffisant pour prévenir les excès du mari, de lui enlever sur les salaires de sa femme les droits qu'il tenait de la loi et de réserver le montant de ces salaires à la femme. Mais on ne songeait pas à aller plus loin. C'est ainsi que M. Goirand disait, dans son rapport déposé le 14 novembre 1895 sur le bureau de la Chambre : « Le but que nous avons poursuivi, c'est de permettre à la femme de pouvoir affecter les produits de son travail soit aux besoins de sa famille, soit aux siens personnels, mais nous n'avons pas voulu aller au delà »; et il ajoutait « notamment nous n'avons pas cru devoir accorder à la femme un droit qui est refusé au mari, celui de constituer un patrimoine distinct, qui eût été la négation même

du droit commun, celui de la communauté; il eût engendré avec les tiers des procès incessants d'une solution difficile et donné lieu souvent à des combinaisons frauduleuses pour échapper aux justes revendications des créanciers... La femme acquiert le droit de disposer des fruits de son travail; mais si elle les emploie à l'acquisition d'un bien mobilier ou immobilier, ainsi transformés, ils tombent dans la communauté. Il en est de même si, au lieu de les dépenser, comme la loi lui en donne le droit, elle les économise. Dans l'un et l'autre cas, le salaire dont la femme n'a pas disposé est laissé à l'administration du mari et devient le gage des créanciers » (*Journ. off.*, 1895, Chambre, annexe n° 1609, p. 3).

Cette conception était également celle qui inspirait les lois belges et suédoises. La loi belge du 10 mars 1900 accorde, en effet, à la femme, la faculté de toucher son salaire et d'en disposer pour les besoins du ménage sous quelque régime quelle soit mariée; seulement la loi a le tort de ne pas assimiler aux gains et salaires les biens qui ont été acquis avec des sommes en provenant. De même, la loi suédoise du 11 décembre 1874 reconnaît à la femme le droit de disposer, pendant le mariage, d'une manière absolument indépendante, de certains biens, notamment de ceux qu'elle a pu acquérir par son travail propre. Toutefois, si la femme transforme par échange ou achat les sommes gagnées par

elle en un autre bien quelconque, celui-ci entrera dans l'actif de la communauté; le bénéfice de l'acquisition échappera donc à la femme et tombera immédiatement sous le droit d'administration et de disposition du mari (d'Olivecrona, *Revue de droit international et de législation comparée*, 1883, p. 55 et s.). Cette conception législative a été critiquée, comme ne se montrant pas assez soucieuse des intérêts de la femme (Cf d'Olivecrona, *loc. cit.*). Il n'est pas douteux, en effet, que si le salaire encaissé ou employé en placement quelconque doit tomber au pouvoir du mari, ou est exposé à la poursuite de ses créanciers personnels, la femme sera détournée de l'épargne (Communication de M. Bufnoir, *Bull. de la Soc. de lég. comp.*, 1895, p. 168). En réalité, il était possible de comprendre les économies de la femme parmi les biens réservés, tout en restant fidèle aux principes généraux de la communauté. C'est ce qu'a montré M. Tissier dans son rapport à la Société d'Études législatives, lors de la discussion qui eut lieu sur la question, en 1902. De son côté, M. Saleilles fit remarquer qu'il y avait d'impérieuses raisons pratiques pour permettre à la femme de disposer librement de ses économies. En effet, il est relativement rare que le mari, si oublieux qu'il soit de ses devoirs, s'empare des gains et salaires de sa femme. Il les lui abandonne généralement pour l'entretien du ménage. Mais, par contre, si la femme a pu réaliser quelques

économies, l'expérience démontre avec quelle absence de scrupule beaucoup de maris dévoyés s'empressent de se les approprier. Or, il s'agit d'un petit capital que la femme a épargné pour parer aux mauvais jours ; il importe donc que la femme puisse sauver ses économies, réservées pour les époques de gêne ; mais elle ne le peut qu'à la condition d'en disposer librement. Si la loi visait les salaires sans les économies réalisées sur eux, elle n'aurait d'autre résultat d'encourager l'épouse à des dépenses faciles ; elle serait donc une mauvaise œuvre économique et sociale (*Bull. de la Soc. d'Ét. lég.*, 1902, p. 133). Il fallait, par suite, permettre à la femme de s'assurer quelques garanties pour l'avenir. Ne pas réserver ce droit à la femme, eût été la pousser à des dépenses, et décourager le goût de l'épargne que lui assigne son rôle d'économe du ménage.

Ces raisons l'emportèrent et la réforme fut étendue aux économies réalisées par la femme sur ses gains, dans les divers projets de loi qui suivirent. C'est cette conception qu'a consacrée la loi du 13 juillet 1907. D'ailleurs, outre les motifs mis en avant par M. Saleilles, il est possible d'en ajouter d'autres. S'il est contraire au respect de la dignité et de l'indépendance d'une personne que l'argent gagné par elle puisse légalement être dissipé par un autre, cet abus ne peut-il pas exister à l'égard des économies aussi bien que des salaires immédiatement touchés ? C'est

l'origine seule des biens qu'il faut prendre en considération pour venir en aide aux femmes laborieuses. Tout autre critérium serait arbitraire et conduirait à des inconséquences. Le législateur a donc été absolument dans son rôle en comprenant sans réserve dans la réforme les économies comme le salaire lui-même.

Nous venons de voir ce qu'il faut entendre par biens réservés, on peut regretter que la loi française se soit montrée moins large que les législations suisse ou allemande, qui font rentrer dans les biens réservés les choses exclusivement destinées à l'usage personnel de la femme, tels que ses bijoux et ses instruments de travail, les biens déclarés réservés par un contrat de mariage, et ceux légués sous la même condition.

Que la catégorie des biens réservés ne puisse être rendue moins compréhensible qu'elle ne l'est dans la loi de 1907, ceci résulte des travaux préparatoires et notamment de la seconde délibération au Sénat, au cours de laquelle il fut formellement décidé dans la loi que le contrat de mariage ne pouvait donc pas déroger à ces dispositions (art. 1^{er} § 1). Ce contrat ne pouvait donc pas restreindre la catégorie des biens réservés.

Mais ne pourrait-il pas, en sens contraire, contenir valablement une clause qui en étendrait le cadre ? Un tiers ne pourrait-il pas donner à la femme un

bien sous la condition qu'il ferait partie de son patrimoine réservé ? Une semblable clause ne tombe pas sous le coup de la prohibition écrite dans l'article premier de la loi, mais nous ne croyons pas cependant qu'une telle clause soit autorisée par la loi de 1907, car des conventions ou des volontés particulières ne peuvent pas plus étendre la capacité d'une personne qu'elles ne peuvent la restreindre, car les règles qui réagissent cette capacité sont d'ordre public. Sans doute une libéralité peut être faite à la femme sous condition que le mari n'aura ni la jouissance ni l'administration du bien donné ou légué, sans doute une clause du contrat de mariage peut attribuer à n'importe quels biens la qualité de biens paraphernaux, mais il ne peut leur attribuer celle de biens réservés au sujet desquels la femme peut plaider et qu'elle peut aliéner à titre onéreux, fussent-ils immobiliers sans l'autorisation du mari. La loi de 1907, en effet, n'apporte qu'une exception très strictement limitée au principe d'ordre public de l'article 1388 du Code civil sur les pouvoirs du mari comme chef du patrimoine conjugal.

Il y aurait cependant un intérêt pratique considérable à ce que les femmes mariées pussent se réserver sur les biens qu'elles apportent en dot les droits qui sont dévolus aux femmes laborieuses par la loi nouvelle (1), car il n'est pas très rare de voir des

1. Sur ce point voir Saleilles, *Bulletin de la Société d'Études législatives*, année 1907.

femmes riches réduites par leur mari à la portion congrue et qui n'est en rapport ni avec leur condition sociale ni avec la fortune qu'elles ont apportée et dont le mari, la plupart du temps, a la jouissance, en vertu du régime sous lequel sont mariés les époux, il en est ainsi en particulier sous le régime de la communauté. La loi de 1907 aurait pu permettre d'obvier à cette injustice, mais il s'agit ici de femmes appartenant à des classes sociales que le législateur n'avait pas en vue en édictant la loi nouvelle, il n'est donc pas étonnant qu'il n'ait pas envisagé cette hypothèse.

CHAPITRE III

DROITS DE LA FEMME SUR SES BIENS RÉSERVÉS PROPRIÉTÉ DES GAINS DE LA FEMME

Pour accorder à la femme la libre administration et la disposition de ses gains, le législateur avait le choix entre différentes conceptions. S'inspirant des législations étrangères, il pouvait ou déclarer la femme propriétaire de ses gains en adoptant la séparation de biens soit complète, soit limitée à certains biens, ou sans toucher à la question de propriété, il était possible de ne conférer à la femme que des pouvoirs d'administration. Il n'est pas douteux que cette dernière solution n'ait prévalu. Les auteurs de la loi ont nettement exprimé leur opinion en cette matière. Dans son exposé des motifs, M. Gourju disait en effet :

« Les produits du travail et de l'industrie personnelle de la femme suivront, en ce qui concerne la propriété, les règles ordinaires du régime sous lequel les époux sont mariés, c'est-à-dire qu'ils seront communs sous le régime légal et les différents régimes

de communauté et qu'ils seront propres à la femme sous les autres régimes. »

De son côté, le rapporteur de la commission déclarait au Sénat :

« Messieurs, votre commission n'a pas entendu imaginer un régime spécial et elle respecte les régimes matrimoniaux établis par le Code (1). »

De même, M. Violette à la Chambre, parlant des gains de la femme, disait :

« Les biens ainsi acquis et réservés restent en principe des biens de communauté. »

Après ces affirmations répétées des auteurs de la loi on peut conclure qu'ils n'ont pas entendu opérer quant aux gains de la femme de déplacement de propriété et leurs opinions ainsi exprimées viennent jeter une vive lumière sur le texte de la loi qui « pris à lui seul et dégagé de ses précédents » prête un peu à l'équivoque.

Cependant l'article 5 § 1 semble bien rester fidèle aux traditions en décidant que « s'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun. » C'est par conséquent la consécration de l'état de fait préexistant.

Remarquons toutefois qu'à la dissolution de la communauté des dérogations ont été apportées aux

1. Rapport Guillier, *Doc. Parl. Sénat*, annexe, n° 72, p. 12.

principes régissant la dévolution des biens communs ; mais tant que la communauté subsiste, la composition du patrimoine ne subit aucune atteinte au chef de la loi nouvelle.

« Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens (les biens réservés) sont propres à la femme » (art. 5 § 4).

Ce texte n'entraîne aucun déplacement de propriété sous le régime de séparation de biens, aucune difficulté à ce sujet. Il n'en est pas ainsi sous le régime exclusif de communauté. Pour ceux qui soutiennent que l'industrie de la femme constitue un bien ou un capital et que par suite les produits de son travail seraient des fruits dont le mari aurait la jouissance, il n'est pas douteux qu'une modification serait apportée au droit antérieur. Mais pour nous qui admettons après les auteurs les plus éminents que les gains de la femme formaient de petits capitaux dont elle était propriétaire, la loi nouvelle a seulement pour effet de lui conférer des pouvoirs d'administration qui auparavant appartenaient au mari.

Sous le régime dotal, nous verrons plus loin qu'aucun changement n'est apporté au point de vue de la propriété, bien que les gains de la femme lorsqu'ils étaient dotaux soient devenus paraphernaux et qu'ils aient par suite passé d'un groupe patrimonial dans un autre.

En résumé, nous pouvons conclure que de parti pris le législateur n'a pas entendu toucher à la question de propriété. Bien qu'on lui ait reproché comme une construction juridique quelque peu hybride le fait d'avoir opéré la disjonction des pouvoirs tout en rejetant celle des patrimoines, nous pensons qu'il a eu raison d'opérer la réforme dans ces conditions. Agir autrement c'était en effet introduire le régime séparatiste d'une manière détournée dans les classes ouvrières où les époux n'ont pas en se mariant d'autres apports que leur faculté de travail. Or, quoique le régime de séparation soit séduisant par sa simplicité, en France, c'est à la communauté, que vont les préférences, c'est elle qui est la plus conforme à nos mœurs et à nos traditions. Il convenait donc de la conserver tout en remédiant aux abus éventuels par une combinaison avec la séparation de biens.

Si rien n'est changé par la loi nouvelle en ce qui touche la question de propriété, quels sont exactement les droits accordés à la femme sur ses biens réservés? Ces droits sont définis et limités par l'article premier qui contient le principe même de la réforme. Il assimile comme l'avait fait la loi genevoise les pouvoirs de la femme laborieuse sur ses gains à ceux de la femme séparée sur ses biens propres. Cette assimilation n'est pas heureuse d'abord parce qu'elle tend à créer une confusion, semblant indiquer qu'on a voulu établir une séparation quant à la propriété

et non seulement quant à l'administration, ce qui est contraire à l'intention du législateur. De plus, comme nous le verrons, l'institution des biens réservés a pour effet de donner une capacité plus large à la femme que la séparation de biens telle qu'elle existe dans notre Code.

Examinons tout d'abord les actes d'administration et d'aliénation.

ACTES D'ADMINISTRATION

Désormais la femme possède des droits identiques à ceux de son mari pour percevoir ses salaires et ses gains de toute nature. Elle n'est plus mandataire de celui-ci, la loi lui a conféré un pouvoir propre. Le mari, croyons-nous, pourra toucher les gains de sa femme si elle lui donne mandat à cet effet, car la loi ne contient aucune restriction à cet égard ; peut-être cependant eût-il été plus sage de le lui interdire pour empêcher les abus, mais le mari aurait toujours pu s'emparer des gains de sa femme par la violence en dépit de toute disposition légale.

Tous les actes d'administration sont permis à la femme même ceux qui sont voisins des actes d'aliénation comme la conversion de titres nominatifs en titres au porteur, à ce sujet aucune difficulté analogue à celles qui existent pour la femme séparée de biens.

L'article premier § 2 donne aussi le droit à la femme de faire emploi de son salaire en acquisitions de valeurs mobilières et immobilières. La femme pourra donc acheter des meubles meublants, des terres, des actions, des obligations ou placer ses économies à la caisse d'épargne. Il importe de rechercher sur ce point comment les règles établies par la loi du 20 juillet 1895 se trouvent modifiées. On sait que d'après cette loi, la femme mariée pouvait déjà, sans l'autorisation de son mari, faire des dépôts en son nom personnel à la caisse d'épargne et qu'elle pouvait aussi dans les mêmes conditions retirer les sommes déposées. Mais la femme étant supposée mandataire du mari, celui-ci pouvait faire opposition au retrait et si la femme dans le délai d'un mois ne s'était pas pourvue en justice le mari pouvait toucher seul le montant du livret si le régime sous lequel était mariée la femme, lui en donnait le droit. Or, à l'avenir la femme, quand elle place les produits de son travail, ayant cessé d'être mandataire du mari, l'opposition faite par lui demeurera inefficace quand il s'agira de ces biens. Toutefois, d'après l'article 4, en cas de contestation sur l'origine des sommes ainsi placées, la charge de la preuve incombera à la femme.

La femme pourra faire des acquisitions à crédit aussi bien qu'au comptant.

« Il nous a paru, dit M. Guillier, que la femme

marchande publique ayant, en vertu de l'article 220 du Code civil, pleine capacité de s'engager pour les besoins de son négoce, par suite, capacité de faire des opérations à crédit ; on ne pouvait pas, dans une loi qui se propose d'étendre ses droits, les restreindre en ce qui touche les acquisitions à terme relatives à l'emploi de son pécule. Si elle peut se faire concéder des délais pour le paiement des marchandises, elle doit le pouvoir pour des immeubles (1). »

Les pouvoirs d'administration conférés à la femme laborieuse dépassent donc sensiblement ceux de la femme séparée ; ils sont aussi beaucoup plus précis.

Aliénations

1° *Actes de disposition à titre onéreux.* — Si la loi s'était contentée de renvoyer sur ce point à l'article 1449 du Code civil comme elle l'a fait pour déterminer les pouvoirs d'administration de la femme sur ses biens réservés, des contestations auraient pu naître sur l'étendue de ses droits. Il y a en effet désaccord entre la jurisprudence et la doctrine en ce qui concerne les aliénations à titre onéreux de ses meubles pour la femme séparée de biens. La jurisprudence ne les permet que dans la mesure où elles sont nécessitées par les besoins d'administra-

1. Rapport Guillier, p. 12.

tion ; tandis que la doctrine soutient qu'aucune restriction de ce genre ne doit exister. Quant à l'aliénation des immeubles à titre onéreux, elle est formellement interdite par l'article 1.538.

L'article premier § 3 de la loi du 13 juillet 1907 a pris soin de fixer l'étendue des pouvoirs de la femme.

Parlant en effet des acquisitions mobilières ou immobilières faites par elle, il spécifie qu'« elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner à titre onéreux les biens ainsi acquis ».

Ainsi donc, qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles, que les aliénations soient nécessitées ou non par les besoins d'administration de la femme, peu importe, l'autorisation du mari sera désormais inutile.

Cette faculté accordée à la femme n'a pas été votée sans opposition au Sénat.

M. Légrand avait, en effet, déposé un amendement tendant à ce que le droit commun fût respecté en ce qui concerne les immeubles.

« A quel titre et dans quel intérêt, disait-il, l'autoriserait-on (la femme) à aliéner les immeubles qu'elle a acquis. Ici, messieurs, il me semble qu'on sort complètement de l'objectif principal de la loi. Qu'a-t-on voulu ? Que la femme puisse assurer l'existence du ménage, de la famille, en disposant librement des gains qu'elle a acquis ; mais il n'y a pas de raison, une fois qu'elle a immobilisé ces gains,

pour l'autoriser à aliéner seule et sans l'autorisation de son mari, l'immeuble qu'elle aura acheté. »

Le rapporteur répondit que si on voulait réaliser une réforme sérieuse, il fallait accorder à la femme une pleine liberté sur les produits de son travail. Il fit observer qu'il importait beaucoup que la femme, dans les circonstances difficiles puisse réaliser ses économies en aliénant ses immeubles et que la femme devait pouvoir effectuer un échange avantageux ou une vente dans de bonnes conditions.

M. de Lamarzelle, de son côté, fit remarquer qu'il n'était pas déraisonnable de conférer à la femme des droits plus étendus sur ses gains que sur le reste de son patrimoine, car ce sont des biens plus sacrés.

M. Legrand, dans sa réplique, objecta cependant très justement que la femme se trouverait mieux traitée que le mari, celui-ci, en effet, doit en pratique pour une aliénation immobilière portant sur des biens communs ou sur ses propres, obtenir le concours de la femme, à cause de son hypothèque légale, tandis que la femme pourra disposer seule à titre onéreux des immeubles acquis sur ses gains.

Cependant l'amendement de M. Legrand fut rejeté. Sans doute la balance penchera du côté de la femme après avoir penché du côté du mari, mais on n'a pas vu le moyen d'établir un équilibre parfait.

Pour notre part, nous estimons qu'aucune distinction n'était à faire entre les meubles et les immeubles.

La maxime *res mobilis, res vilis* est aujourd'hui bien désuète. Puisque la nature, en quelque sorte familiale de la propriété immobilière, a disparu et que les meubles se sont multipliés au cours du xix^e siècle d'une façon extraordinaire, rien n'autorise plus à conserver la vieille distinction qui, sans doute, ne subsistera pas longtemps dans notre Code.

Puisque la femme peut aliéner ses immeubles, à plus forte raison a-t-elle capacité pour les hypothéquer, l'article 2124 du Code civil permet de suppléer aisément sur ce point au silence de la loi.

Dispositions à titre gratuit. — Si la femme a des pouvoirs très étendus quant aux aliénations à titre onéreux, il n'en est pas de même quant à celles à titre gratuit. On peut, en effet, déduire par un argument *a contrario*, de l'article premier que, pour ces dernières, l'autorisation du mari reste nécessaire.

Les déclarations faites à ce sujet dans les travaux préparatoires ne laissent d'ailleurs subsister aucun doute.

Le rapporteur au Sénat disait, en effet :

« Pour les aliénations à titre gratuit, le concours du mari reste nécessaire (1). »

Et M. Violette reprenait à son tour à la Chambre :

« Il n'y a qu'un acte qui sera interdit à la femme : c'est l'aliénation à titre gratuit. Avant comme après

1. Rapport Guillier, p. 12.

la loi nouvelle, elle ne peut en cette matière avoir une capacité quelconque qu'avec l'autorisation de son mari (1). »

Ainsi donc sur ce point il est certain que l'incapacité traditionnelle de la femme subsiste. Une innovation ne semblait pas, en effet, justifiée par les motifs qui sont à la base de la réforme. Puisque la femme n'exerce ses pouvoirs que dans l'intérêt du ménage et qu'elle ne pourrait qu'appauvrir celui-ci par des donations, il n'était nullement nécessaire ici de porter atteinte à la puissance maritale.

Les droits exorbitants du mari, en cette matière que lui accorde l'article 1422 du Code civil, sont vivement critiqués et sont sans doute appelés à disparaître dans un avenir prochain. Il n'est pas chimérique, en effet, de penser que tout acte de disposition à titre gratuit ne pourra bientôt plus être réalisé sans le concours des deux époux.

La situation de la femme laborieuse quant à ses biens réservés est assimilable à celle de la femme séparée. Il en résulte qu'elle est incapable de faire des donations même mobilières, les cadeaux et présents d'usage lui sont seuls permis. Le mari a perdu le pouvoir de donner les acquêts de communauté qui ont le caractère de biens réservés, c'est la femme qui

1. Rapport Violette, p. 4.

possède ce droit, mais elle doit obtenir l'autorisation du mari (1).

S'il était logique de défendre à la femme les donations en faveur des tiers, il n'en est plus ainsi quand il s'agira de l'établissement d'un enfant commun. Il semble que cette charge doit être assumée en partie par les biens réservés et que la femme doit alors avoir capacité pour en disposer. Cependant la loi ne fait pas allusion à cette hypothèse, mais peut-être comme le fait remarquer M. Perreau (2), par une extension de la jurisprudence qu'ils suivent en matière d'action paulienne, les tribunaux verront-ils dans la constitution de dot par la femme au moyen de ses biens réservés un acte à titre onéreux. L'application de cette théorie viendrait alors élargir les pouvoirs de la femme.

DROIT DE LA FEMME BÉNÉFICIAIRE DE LA LOI NOUVELLE DE FAIRE PARTIE D'UNE SOCIÉTÉ

Avant la loi de 1907, la jurisprudence et la majorité des auteurs n'admettaient pas que la femme mariée, même autorisée à faire le commerce put faire partie d'une société de personnes sans une

1. Cette question sera étudiée d'une manière plus détaillée en traitant des conséquences de la loi de 1907 sur le régime de communauté.

2. *Revue critique de législation*, 1908, p. 152.

autorisation spéciale. Outre les risques qu'il comporte, le contrat de société créait, disait-on, entre les associés, des liens étroits de collaboration et d'intérêt dans lesquels il ne convenait pas que la femme, pour des raisons de convenance, put s'engager sans autorisation spéciale. L'autorisation de faire le commerce ne peut emporter celle de s'associer remarquait-on, pour la femme commerçante, car la première est révocable, la seconde est irrévocable, la femme ne pouvant se dégager du lien social que dans certains cas prévus par les statuts. La rigueur de cette solution était même étendue à la participation de la femme à une société par actions.

La loi du 13 juillet 1907 doit-elle empêcher ces solutions d'être maintenues ?

Nous ne le pensons pas, du moins quand il s'agit, de sociétés de personnes, car les arguments invoqués avant la loi de 1907 pour exiger une autorisation spéciale ne nous paraissent pas dans ce cas affaiblies par les dispositions de la loi nouvelle. En effet, quand la femme entre dans ces sociétés, c'est beaucoup moins pour faire emploi de ses biens réservés que pour employer son activité. Or, à notre avis, elle ne peut disposer de celle-ci sans autorisation du mari.

D'autre part, si l'article premier de la loi confère à la femme des droits nouveaux pour faire emploi des produits de son travail, l'article 2 autorise à tout

moment, en cas d'abus, suivant une procédure spéciale, il est vrai, le retrait des pouvoirs confiés à la femme. Si celle-ci pouvait entrer dans une société de personnes, ce droit se trouverait compromis.

On ne pourrait donc permettre à la femme d'entrer que dans les sociétés sans terme fixe, qui, d'après l'article 1869 du Code civil, peuvent à tout moment se dissoudre par la volonté d'une des parties. L'objection tirée des raisons de convenances subsisterait il est vrai. Reste à savoir si cette survivance de la conception romaine du *jus fraternitatis* serait jugée suffisante.

En tout cas, cette objection ne serait pas valable pour les sociétés anonymes, et, comme d'autre part, l'article premier § 2 donne à la femme pleine liberté pour faire emploi de son pécule en valeurs mobilières, il n'est pas douteux que la femme puisse librement souscrire ou acheter des actions de ces sociétés.

ACTIONS

Aux termes de l'article 6 de la loi « la femme pourra ester en justice dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi. »

La femme laborieuse a ainsi acquis sur les produits de son travail un droit qui n'était reconnu par

le Code ni à la femme séparée de biens, qui, aux termes de l'article 215 du Code civil ne pouvait faire d'actes judiciaires sans autorisation, ni même à la femme mariée commerçante qui ne pouvait, même pour les besoins de son commerce, ester en justice sans autorisation.

Désormais au contraire, le mari en habilitant d'une manière générale, la femme à l'exercice d'une profession autorisera implicitement sa femme à ester en justice pour tous les actes qui en sont la conséquence. Cette réforme s'imposait, la règle de droit commun, en effet, n'était bonne qu'à multiplier les frais. Les idées qui avaient inspiré le Code nous paraissent aujourd'hui surannées. Il ne convenait pas, disait-on, que la femme mariée puisse affronter le grand jour d'un débat public.

C'est un bien faible argument, qui n'en est plus un, depuis que la femme peut exercer la profession d'avocat. On sait d'ailleurs combien peu, au cours d'une instance les plaideurs sont appelés à paraître en justice.

Le droit d'ester en justice doit s'entendre comme comprenant tous les actes judiciaires, transactions, acquiescements, désistements, compromis, surenchères, etc... Le législateur, à dessein, croyons-nous, a employé une formule un peu floue pour qu'elle soit plus compréhensive. La jurisprudence manifeste

d'ailleurs dès à présent, à cet égard, des intentions très libérales (1).

Ainsi donc le droit de la femme d'estimer en justice lui est reconnu aujourd'hui comme le corollaire et l'accessoire de ses droits d'administration et de disposition qui lui ont été conférés sur les produits de son travail. Cette règle nouvelle semble très équitable. En effet, par le fait que le mari a autorisé sa femme à embrasser une profession, la puissance maritale a reçu la satisfaction à laquelle elle peut légitimement avoir droit et le mari est présumé avoir consenti à tous les actes qui sont la conséquence de l'autorisation par lui donnée.

VALIDITÉ DES ACTES DE LA FEMME

Après avoir défini les droits de la femme, il fallait en régler les conditions d'exercice. Cette partie de la loi était particulièrement délicate. L'efficacité de la réforme dépendait en effet de la faculté avec laquelle la femme pourrait exercer ses droits d'administration et de disposition et pour arriver à des résultats satisfaisants il fallait qu'elle pût contracter sans difficulté avec les tiers. Dans ce but il s'agissait de leur donner un critérium extérieur détermi-

1. Voir Tribunal civil de la Seine, 26 mars 1908. D. 2. fascicule, 1909.

nant dans la masse des biens conjugaux ceux qui procèdent d'un travail originaire de la femme et qui sont soumis à sa libre gestion.

Presque toujours en effet la femme a entre les mains d'autres ressources que celles qui proviennent de son activité, notamment les sommes que le mari lui aura remises pour les bescins du ménage. Comment dès lors les créanciers sauront-ils si la femme a sur les biens qui se trouvent entre ses mains un plein pouvoir de disposition, ou les droits restreints d'un mandataire, ou si enfin elle ne peut les aliéner?

Il y avait deux manières de résoudre ce problème. On pouvait laisser à la femme toute la charge de la preuve, elle aurait dû, par suite, justifier à l'égard des tiers avec lesquels elle contractait qu'elle exerçait une profession et une profession séparée de celle de son mari, elle aurait dû démontrer ainsi que les fonds ou les biens dont elle se proposait de disposer provenaient de son travail.

Dans un second système on pouvait simplifier les conditions de preuve en décidant que les biens prétendus réservés seraient présumés tels si la femme justifiait qu'elle exerce une profession.

A la Société d'Études législatives ces deux solutions furent examinées attentivement.

« Cette matière appelait d'autant plus l'attention, disait M. Boistel, que l'enquête provoquée par la société avait révélé que cette question de preuve

avait été dans beaucoup de pays la pierre d'achoppement de l'innovation et en avait paralysé les effets. »

« La deuxième solution, rapporte M. Bérard, fut énergiquement soutenue par un parti important dans la commission » (1), pourtant ce fut la première qui fut adoptée. Dans le projet de loi de la Société tout le fardeau de la preuve incombait à la femme ; on adoucissait seulement les règles du droit commun en l'autorisant à prouver par tous les moyens, sauf par commune renommée.

C'est à cette conception que s'était rallié M. Grosjean dans sa proposition (art. 4), mais c'était l'autre solution qui, en définitive, devait triompher. Le texte de la commission soumis au Sénat en 1907 était resté muet sur la preuve à fournir par la femme envers les tiers. M. Legrand proposa alors par voie d'amendement à la séance du 14 mai d'admettre que la preuve consisterait pour la femme dans « la seule justification qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari » ; il ajoutait que « la responsabilité des tiers avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification n'est pas engagée ». C'était à peu près ce qu'avait proposé M. Saleilles à la Société d'Études

1. *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1902, p. 455 et 462.

législatives dans son projet de loi (1). Cette modification dont le Sénat ne paraît pas avoir compris immédiatement l'importance, car elle ne souleva pas d'objection, fut adoptée par la commission et approuvée en seconde délibération.

Cette solution adoptée grâce à l'initiative de M. Legrand était indispensable pour assurer à la loi son efficacité. Si on avait exigé de la femme une preuve complète de l'origine des deniers qu'elle a entre les mains, cette preuve eût été singulièrement difficile à administrer pour la femme et presque toujours impossible. Une telle exigence aurait compromis en pratique tout le fonctionnement de la loi. Que la femme ait voulu, sans autorisation, retirer ou déposer des fonds, qu'elle ait voulu acheter ou vendre des valeurs mobilières ou immobilières, les banquiers, sociétés de crédit, notaires et agents de change dont la circonspection est bien connue ne se seraient pas contentés en pratique des justifications d'origine qu'on leur aurait présentées ? Pour couvrir leur responsabilité, ils auraient exigé l'autorisation du mari.

La loi aurait manqué son but. Il était donc indispensable de rassurer les tiers avec lesquels la femme serait appelée à contracter en les déclarant non responsables dès que la femme leur aura produit un

1. *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1902, p. 206.

acte de notoriété. A côté de l'acte de notoriété, l'article premier parle de « tout autre moyen (de preuve) mentionné dans la convention ». Que doit-on entendre par là? « Il ne peut s'agir, semble-t-il, disent MM. Lecourtois et Surville, que des énonciations de la convention passée par la femme avec le tiers qui désire mettre à couvert sa responsabilité. C'est ainsi que la femme achetant un immeuble à l'aide de deniers provenant du remboursement d'une créance hypothécaire ou d'une rente nominative sur l'État inscrite au nom de ladite dame, justifiera de l'origine de ces deniers s'il résulte, soit des clauses de l'acte notarié de prêt, soit des mentions de l'intitulé du titre, que cette créance ou cette rente constituait pour la femme un bien réservé (1). »

Mais les tiers ne pourront se contenter d'une preuve quelconque et jusqu'à ce que la jurisprudence ait déterminé quelles preuves doivent être regardées comme suffisantes, ils se montreront circonspects et exigeront un acte de notoriété. Il serait utile cependant pour les femmes laborieuses qui, souvent, n'ont pas grandes ressources de n'être pas obligées de recourir à un acte notarié. Il est probable qu'on se contentera souvent, pour les ouvrières, d'un certificat du patron dûment légalisé et qui sera mentionné dans la convention passée par la femme

1. Lecourtois et Surville, *la Loi du 13 juillet 1907*, p. 34.

avec un tiers, cette justification suffira sans doute pour lui permettre de disposer de ses biens réservés.

En résumé, les tiers qui traitent avec la femme non autorisée seront à l'abri de toute responsabilité, sauf complicité ou mauvaise foi, par cela seul que la femme aura justifié à leurs yeux, par un acte de notoriété ou tout autre pouvant en tenir lieu, qu'elle exerce effectivement une profession distincte de celle de son mari.

Devront-ils s'inquiéter de savoir si cette profession est susceptible de lui procurer des gains ou des économies ? Il semble que ce n'est pas nécessaire d'après les déclarations de M. Legrand au Sénat et le texte de loi qu'il a fait admettre par lui.

D'après le projet de M. Saleilles et de la commission, il aurait fallu que la femme prouve qu'elle exerce *une profession lucrative*. M. Legrand à dessein proposa une rédaction différente.

« Il est difficile pour un tiers, disait-il, de savoir si la femme exerce une profession lucrative ou non lucrative, si elle fait de bonnes affaires ou si elle n'en fait pas, si elle réalise ou non des bénéfices, tandis qu'il peut facilement savoir si la femme exerce une profession distincte de celle de son mari. »

Puisqu'à la suite de ces déclarations le texte de la loi a été intentionnellement modifié, les tiers n'auront pas à se préoccuper de cette question.

Sauf le cas de collusion, les tiers avec lesquels la

femme aura contracté ne pourront, en aucune circonstance, être recherchés par les créanciers de la communauté ou le mari. Mais à l'égard de ces derniers il est certain que la présomption n'existe pas, il incombera donc à la femme de leur démontrer qu'elle n'a disposé que de biens provenant des produits de son travail, sinon nous pensons qu'elle devra être condamnée au paiement d'une récompense à la dissolution de la communauté. Mais tant que dure le mariage, le mari est-il désarmé ? Bien que l'article 2 ne semble viser que le cas où la femme dilapiderait ses propres biens au détriment du ménage et non celui où elle ferait des placements ou réaliserait des aliénations avec d'autres biens que son pécule, il semble qu'on pourrait invoquer l'article 2 tout au moins en cas de dissipation, cas prévu par cet article. Si on se rangeait à cette opinion, le tribunal, sur la demande du mari, pourrait retirer à la femme ses pouvoirs.

**AUTORISATION DONT LA FEMME A BESOIN
POUR EXERCER UNE PROFESSION**

Sous l'empire du Code civil ; pour tout louage de services, pour le choix d'une profession quelconque, l'assentiment du mari était nécessaire à la femme mariée ; la loi, il est vrai, ne se prononçait explicitement sur ce point que lorsqu'il s'agissait pour la

femme de devenir commerçante (art. 4 du Code de commerce), mais il résultait cependant implicitement de l'article 223 et formellement de l'article 1124 du Code civil, qu'il en était ainsi pour l'exercice d'une profession quelconque. Il n'y avait d'ailleurs pas de contestations à ce sujet. Il était même généralement admis que l'autorisation de justice ne pouvait suppléer celle du mari, si ce n'est lorsque le refus du mari de donner son consentement était injustifié et privait la femme d'un gagne-pain indispensable.

La loi de 1907 a entendu donner à la femme une indépendance aussi complète que possible vis-à-vis de son mari du moment qu'elle exerce une profession. Mais pour embrasser cette profession aucun texte de la loi ne dispense la femme de l'autorisation exigée antérieurement. Doit-on admettre que la nécessité de cette autorisation doit être considérée comme ayant cependant implicitement disparu. Nous ne le pensons pas. On peut soutenir que c'est là une lacune de la loi qui aurait dû accorder ce droit à la femme en donnant au mari comme dans le Code civil allemand, un droit d'opposition subordonné à un contrôle judiciaire (1). Mais en l'absence d'un texte législatif formel en ce sens, l'autorisation initiale du mari reste requise de la femme qui veut embrasser une profession.

1. Voir dissertation de M. Ambroise Colin. *Dalloz*, 1908. I. 25.

Aux yeux du mari cette autorisation paraît même d'autant plus nécessaire que la loi de 1907 a accordé aux femmes qui travaillent une indépendance plus grande.

Mais, en sens contraire, les tribunaux estimeront, sans doute, que la loi nouvelle leur donne un appui moral pour suppléer par l'autorisation de la justice au refus du mari : « Comment admettre, en effet, dit M. Ambroise Colin (1), que le mari impuissant à priver une femme d'une fraction quelconque de son salaire, puisse en bloc et arbitrairement lui faire perdre son gagne-pain. » L'autorisation du mari peut, d'ailleurs, être tacite et s'induire de son attitude.

Cette autorisation pourra-t-elle, comme avant la loi de 1907, être révoquée *ad nutum* si elle émane du mari ou rétractée judiciairement sur la demande du mari, par le tribunal qui l'a donnée ?

Il est certain, tout d'abord, qu'une révocation ou une rétractation ne pourraient priver une femme qui a des biens réservés d'exercer sur eux les droits que la loi lui confère. Ces droits ne peuvent lui être retirés que dans les conditions et suivant la procédure prévue par l'article 2 de la loi du 13 juillet 1907.

Mais la femme pourra-t-elle arguer de cette libre

1. Note sous Cass., 11 novembre 1907. D. 1908. 1.25.

gestion pour continuer à exercer une profession malgré l'opposition de son mari.

Dans le silence de la loi et en s'inspirant de son esprit, on peut répondre que si la femme est empêchée par cette révocation du mari de faire un placement fructueux de ses biens réservés, notamment dans un fonds de commerce, le mari ne pourra révoquer son autorisation *ad nutum*, mais devrait recourir aux formalités prévues par l'article 2 de la loi. Dans le cas contraire, si la révocation n'empêche pas la femme de tirer parti de ses biens réservés, l'autorisation pourra être retirée d'après les principes du Code civil (1). Naturellement le retrait de cette autorisation devra être général comme l'était elle-même l'autorisation. On ne pourrait concevoir, en effet, que le mari retirât le bénéfice de son autorisation que pour telle ou telle application, pour un engagement ou pour un acte de commerce déterminé. On devine, en effet, à quels dangers une solution contraire exposerait les tiers.

Dans un autre ordre d'idées, il est incontestable, que la femme, qui aura obtenu l'autorisation générale du mari pour exercer une profession, n'aura plus besoin d'autorisation particulière pour faire tous les actes marquant non son entrée dans la carrière choisie par elle, mais son développement

1. En ce sens, Pichon, p. 411 et 412. — Lalou, p. 42.

normal. En particulier, une femme autorisée à devenir actrice pourra contracter librement des engagements nouveaux avec son directeur. Il était déjà admis par la jurisprudence qu'elle pourrait le faire d'après les principes du Code civil (1), tant que son mari n'avait pas rétracté son autorisation.

Il en sera ainsi *a fortiori* depuis que la loi de 1907 est promulguée, puisque d'après l'article premier de cette loi, la validité des actes passés par la femme n'est subordonnée qu'à la preuve « qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ». Cette preuve une fois administrée, la femme peut faire librement tous les actes que nécessite sa profession.

1. Cass., 11 nov. 1907. D. 1908. 1.25.

CHAPITRE IV

DROIT DE RETRAIT DU MARI EN CAS D'ABUS

(Art. 2 de la loi)

Les époux ne sont pas placés sur un pied d'égalité absolue dans la loi nouvelle ; si la femme possède dans sa sphère propre des droits sensiblement égaux à ceux du mari dans la sienne, par contre elle se trouve, quant au but dans lequel elle doit les exercer, enfermée dans un cercle assez étroit et si elle en sort le mari peut la faire destituer. D'après l'article 2 en effet : « En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont confiés dans *l'intérêt du ménage*, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait soit en tout, soit en partie par le tribunal du domicile des époux. »

Ainsi la femme ne peut user de ses pouvoirs que dans l'intérêt du ménage. Le patrimoine réservé n'est pas une fortune indépendante, il est un fond commun quant à son affectation tout au moins, seulement il est géré par la femme au lieu de l'être par le

mari comme il l'était en général antérieurement à la loi. Mais les biens réservés n'en ont pas moins le caractère d'une dot et d'un fonds d'affectation. On devait donc en déduire comme conséquence le retrait de pouvoirs au cas où la femme n'administrerait pas conformément aux vues du législateur.

Cette conception du rôle d'administratrice dévolu à la femme ne nous paraît pas à l'abri de toute critique, car dans la pratique elle aboutit à l'obligation pour l'épouse d'affecter aux besoins du ménage la totalité de ses gains, alors qu'il eût été suffisant semble-t-il de la faire contribuer aux charges dans la mesure de ses facultés. Le système de la loi paraît peu justifiable, car les produits toujours modiques du travail de la femme ne devraient être qu'un appoint et on aboutit à faire peser sur eux en première ligne et jusqu'à complet épuisement la charge de l'entretien familial. Il serait cependant de toute équité que le mari contribue pour la part la plus forte dans les dépenses communes tandis qu'on ne lui impose aucune obligation analogue à celle de la femme et que l'article 7 de la loi l'obligera seulement en pratique à contribuer dans la mesure de ses facultés.

On a pris le contre-pied de la conception allemande où les produits du travail de la femme sont en principe affectés à son usage personnel et ne contribuent aux charges communes qu'en cas de besoin.

Les résultats qui découlent de la manière de voir du législateur français nous paraissent peu satisfaisants.

On semble d'ailleurs s'être exagéré les abus que la femme pourrait faire de ses pouvoirs. A la Société d'Études législatives il a été démontré, il est vrai, que dans certains milieux, dans les centres miniers en particulier, la femme dissipait assez souvent dans son seul intérêt les ressources du ménage, mais l'argument n'était pas probant, puisqu'il s'agissait de familles dans lesquelles le mari seul exerce une profession. La femme qui travaille sait au contraire au prix de quelle peine elle gagne son pain et celui de ses enfants et elle n'en fera pas un emploi inutile.

Il semble qu'au Sénat on ait présenté la suppression éventuelle des pouvoirs de la femme comme le contre-poids du droit accordé à l'épouse par le Code de demander la séparation de biens.

Le rapporteur disait en effet :

« Il est indispensable que le mari ait à sa disposition un remède analogue à celui que donne la loi à la femme dont le mari : par inexpérience, par imprudence, par dissipation ou par malhonnêteté compromet les reprises et la fortune. »

Mais la situation n'est pas du tout la même car au cas de séparation de biens, on enlève seulement au mari ses droits de chef de la communauté mais il conserve toutes ses prérogatives sur ses propres

biens. Au contraire la procédure de l'article 2 est l'équivalent de ce que serait pour le mari la déchéance de la puissance maritale et on sait que cette dignité est pour lui intangible.

Il semble qu'il eût été suffisant d'enlever à la femme, au cas d'abus, le pouvoir d'engager le mari par ses obligations tout en lui laissant l'administration de ses biens réservés ; l'article 7 de la loi suffisait pour assurer sa contribution aux charges du ménage. Si la femme, comme on l'a dit et répété au cours des travaux préparatoires, est une administratrice généralement plus prudente, plus prévoyante que le mari, il n'y avait pas lieu de lui imposer la surveillance tracassière de ce dernier, car il est à craindre, comme l'a fait remarquer M. de Lamarzelle, au Sénat, qu'il n'abuse de son pouvoir de contrôle comme d'un moyen de chantage.

Sans doute, quand on ira devant le tribunal, la femme pourra démontrer son bon droit aux magistrats, mais il est probable qu'elle cédera souvent aux sollicitations du mari pour éviter les ennuis et les frais d'une instance judiciaire.

Bien qu'on ait cherché au Sénat lors des travaux préparatoires à préciser dans quels cas il y aurait abus, la rédaction de la loi reste sur ce point assez vague et indéterminée. Il faudra du temps avant que la jurisprudence soit formée. S'il est assez facile de savoir quand il y aura imprudence ou mauvaise

gestion, il sera plus malaisé d'établir quand il y aura dissipation, puisque la solution de cette question dépend du train de vie de l'épouse. L'appréciation sera souvent difficile et délicate pour les juges.

C'est le tribunal civil du domicile des époux qui sera compétent en cette matière; toutefois, pour éviter aux conjoints la publicité pénible des audiences qui contribuerait à accentuer leurs dissentiments, on a cru utile que l'affaire soit jugée en Chambre du conseil. La femme est appelée à présenter sa défense et il y a lieu à conclusions du ministère public. Dans certains cas il sera urgent d'arrêter la femme dans des dépenses ruineuses, le mari pourra alors agir par voie de référé.

Quand le tribunal aura retiré à la femme les pouvoirs qu'elle tenait de la loi, comment les tiers seront-ils informés de la décision intervenue ? Cette question était importante à régler, pourtant elle semble être restée inaperçue du législateur qui ne l'a pas résolue.

Dans le silence de la loi, il semble que le mari devra recourir, comme au cas de révocation de mandat tacite, à des notifications individuelles indéfinies, sinon les créanciers jouiront à l'encontre du mari et des biens réservés du recours qui leur est assuré d'après l'article 3, quand la femme leur a présenté un acte de notoriété ou quelque titre analogue.

Il aurait été cependant utile et assez facile d'établir une publicité spéciale analogue à celle des articles 866 et 868 du Code de procédure civile (cette publicité consiste en affichages dans les auditoires des tribunaux, chambres d'avoués et de notaires et insertions dans les journaux locaux).

Quand la femme se sera assagie, il est à souhaiter qu'elle puisse recouvrir sa capacité primitive, l'article 10 paraît le lui permettre, il est en effet ainsi conçu :

« Les jugements rendus en vertu des articles 2 et 7 de la présente loi seront exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution. Ils pourront même, lorsqu'ils seront devenus définitifs, *être modifiés si la situation respective le justifie.* »

Il ne paraît pas douteux, d'après cet article, que l'incapacité de la femme puisse être levée comme l'interdiction ou la dation de conseil judiciaire.

CHAPITRE V

CRÉANCIERS

CRÉANCIERS DU MARI

Les biens acquis par le travail de la femme après avoir été soustraits à l'administration du mari échapperaient-ils aussi aux poursuites de ses créanciers ? C'était ici une des questions délicates à régler. Si, en effet, on admettait que les biens réservés seraient grevés dans tous les cas des obligations du mari, on compromettrait le succès de la réforme.

D'autre part, si à l'exemple des lois danoises et norvégiennes on légiférait de telle sorte que le pécule de la femme ne répondrait que de ses seules obligations, il était à craindre que les tiers n'eussent à souffrir de cette mesure et que le crédit des époux se trouvât atteint dans les familles où le produit du travail des époux est la seule ressource du ménage.

La loi française a adopté un moyen terme en décidant dans son article 3 que les biens réservés seraient le gage des créanciers du mari, mais seulement dans

le cas où il aurait contracté dans l'intérêt du mariage.

Toutefois, une condition supplémentaire est apportée par l'article 3. Si, antérieurement à la loi nouvelle, les biens que les créanciers se proposent de saisir s'étaient trouvés aux mains du mari, ceux-ci pourront exercer leurs droits sur eux ; sinon ils n'en ont pas la possibilité. Cependant, comme en vertu du droit commun chacun des époux doit en vertu de l'obligation conjugale de secours supporter toutes les charges du ménage lorsque son conjoint est sans ressources, les créanciers du mari posséderont dans ce cas un recours sur les biens réservés. Mais ce recours ne sera que subsidiaire.

Dans la loi de 1907 on ne trouve pas formulée une réserve qui avait été faite dans la proposition Grosjean et avait été empruntée à la loi genevoise. Elle était ainsi formulée : « La femme répond également des dettes faites pour les besoins du ménage, mais seulement en cas d'insuffisance des biens de celui-ci (du mari) ou de la communauté. »

Il semblait assez juste de permettre à la femme d'opposer ainsi en cas de poursuites dirigées d'abord contre elle le bénéfice de discussion, mais pour assurer à cette mesure toute son efficacité, il aurait fallu empêcher la femme de donner sa signature aux créanciers du mari. Or, nous verrons que la loi, et certains considèrent que c'est une de ses lacunes, est restée muette sur cette question.

CRÉANCIERS DE LA FEMME

La femme ne se contentera pas de faire auprès des fournisseurs des acquisitions au comptant au moyen des ressources qu'elle se procurera par l'exercice de son travail. Elle est souvent amenée à passer des opérations à crédit et à contracter des dettes le plus souvent pour les besoins du ménage. Contre qui ces dettes doivent-elles être poursuivies ? Sur quels bien l'épouse a-t-elle un pouvoir d'engagement ?

C'est dans l'article 3 qu'on trouve la réponse à ces questions. La femme, quand elle ne sera pas munie de l'autorisation du mari, pourra toujours cependant engager ses biens réservés. Le mari sera également responsable sur les biens ordinaires de la communauté et sur les siens des dettes contractées par elle dans l'intérêt du ménage, même sans son autorisation.

La femme laborieuse, quand elle agira dans la sphère de ses attributions ménagères, aura désormais un pouvoir propre d'obliger le mari et la communauté. Il ressort, en effet, de cet article et des travaux préparatoires qu'on a entendu faire à la femme une position symétrique à celle du mari dans l'union conjugale en ce qui concerne leurs pouvoirs de s'obliger réciproquement et d'obliger la commu-

nauté. Le mandat tacite de la femme se trouve transformé en mandat légal, c'est l'aboutissement logique de la jurisprudence qui s'est formée au cours du ^{xix}^e siècle qui s'efforçait de concilier le besoin d'une activité indépendante de l'épouse par un principe juridique contraire à la lettre du Code. Cette jurisprudence incertaine et extra-légale se heurtait à l'in vraisemblance, il était temps de la remplacer par une théorie plus harmonieuse et donner à la femme par une mesure législative le pouvoir propre qui lui était à peu près assuré par la pratique.

Le droit reconnu à la femme est analogue à la *Schlusselgewalt* du droit allemand et helvétique.

Dans la loi de 1907 comme dans l'avant projet suisse plus logique que la législation germanique, on a justement conclu du caractère légal du mandat accordé à la femme, à son intangibilité vis-à-vis du mari. Seule l'autorité publique qui l'a concédé peut y porter atteinte.

Il serait à souhaiter que cette réforme soit étendue à toutes les femmes, même à celles qui n'exercent aucune profession, il faudrait aussi donner à l'épouse qui contracte dans l'intérêt du ménage le droit d'engager ses propres en même temps que ses biens réservés.

Qu'arriverait-il si la femme consentait à donner sa signature à un des créanciers personnels de son mari ? Cet engagement serait-il valable ? La loi est

restée muette sur ce point qui a cependant une grande importance, car pour la plupart des dettes un peu considérables les créanciers réclament l'engagement solidaire de la femme. Cette pratique annihile souvent, dans une large mesure, la garantie que la femme puisait autrefois dans la faculté de renoncer à la communauté, depuis la loi nouvelle les tiers seront d'autant plus portés à l'exiger que le gage offert par le mari pour ses dettes se trouve restreint par la loi. Les créanciers auront aussi intérêt à demander l'engagement de la femme à côté de celui du mari pour se prémunir contre les combinaisons blâmables des époux.

M. Violette qui a abordé cette question à la Chambre donnait ainsi son avis personnel : « Nous estimons que la signature que donnerait la femme à un créancier de ce genre devrait être considérée comme nulle d'une nullité d'ordre public. »

Comme argument à l'appui, M. Violette faisait valoir que l'article premier défendant à la femme de renoncer par contrat de mariage au bénéfice de la loi, celle-ci ne doit pas pouvoir par convention particulière se priver de la protection de la loi. Il concluait qu'« il ne faut pas donner à la femme la facilité de se dépouiller de ce patrimoine que le législateur veut constituer comme la suprême ressource de la famille dans les jours de détresse ».

Sans doute, il est à craindre que le mari n'use par-

fois d'arguments frappants pour obtenir la signature de sa femme et que la théorie des nullités soit alors insuffisante pour protéger la femme ; mais la loi ne contient aucune prohibition, il nous semble donc que dans son silence c'est le droit commun qui doit être appliqué. Si la femme peut cautionner le mari sur ses biens propres, pourquoi ne le pourrait-elle pas sur son pécule réservé ?

« Quant à l'argument tiré de l'interdiction des clauses contraires dans le contrat de mariage, dit M. Pichon, il se fonde sur une erreur manifeste : renoncer pour toujours et d'une façon irrévocable à un droit, c'est l'aliéner ; mais lorsque la femme s'engage pour son mari, elle n'aliène pas les droits qui lui ont été reconnus, elle les exerce. La prohibition de la première n'atteint pas la seconde (1). »

Il n'apparaît nulle part que le législateur ait eu l'intention de faire du pécule réservé un patrimoine dotal ni de ressusciter le S. C. velléen. Cette mesure nous paraît trop grave pour qu'on puisse l'admettre malgré le silence de la loi. Certains de ses auteurs ont bien entendu d'ailleurs donner à la femme le droit de cautionner le mari. C'est ainsi que le rapporteur au Sénat disait : « Elle (la majoration du pécule) constituerait au détriment des seuls créanciers personnels du mari une fraude qu'il leur sera

1. Pichon, *Du Libre salaire de la femme mariée*, p. 43.

facile de déjouer. Si la cause de l'engagement de celui-ci est légitime et avouable, ils prendront la précaution d'exiger le concours de l'épouse (1). »

Si d'ailleurs on veut émanciper la femme et la loi de 1907 est une étape dans cette voie, il faut lui donner plus de liberté et moins de protections. En accordant à l'épouse le droit de donner sa signature aux créanciers du mari, on augmentera sa coopération aux actes de celui-ci, on assurera une collaboration plus intime entre les conjoints. On a souvent montré comment la femme, depuis qu'elle peut renoncer à son hypothèque légale, avait un moyen pratique de contrôler les aliénations immobilières de son mari, de même son rôle se trouvera accru par la loi de 1907 si on lui permet de cautionner son mari. Auparavant, toutes les ressources faisant partie de la communauté dans les ménages peu fortunés, les créanciers n'avaient aucun intérêt à obtenir sa signature.

Désormais cet intérêt existe et la femme pourra contrôler par suite les opérations du mari. La pratique du concours des conjoints répandue autrefois seulement dans les classes riches ou aisées se trouvera généralisée et démocratisée. Aussi, croyons-nous que ces avantages feront plus que balancer les inconvénients.

1. Rapport Guillier.

QUESTIONS DE PREUVE

Les explications qui précèdent sont de nature à faire ressortir l'importance pratique qui s'attache à la question de savoir comment devra se faire la preuve qu'il s'agit d'un bien réservé, lorsque la femme voudra en exercer la reprise ou que les créanciers des époux auront quelque velléité de les saisir. Il importait d'autant plus de statuer sur ces questions qu'elles ont atteint dans le Code civil un rare degré d'obscurité et de complication. Nous allons examiner successivement quelles sont les solutions de la loi dans diverses hypothèses.

1° *Preuve à l'encontre du mari.* — La femme peut avoir à prouver contre son mari que tel bien a le caractère de bien réservé.

A la dissolution du mariage en particulier la femme non commune en biens (ou renonçante si elle est mariée sous un régime de communauté) voudra reprendre ses biens réservés. Des difficultés peuvent surgir dans cette circonstance, à qui incombera alors la charge de la preuve ?

Aux termes de l'article 4, c'est la femme qui devra établir le caractère « réservé » du bien dont elle veut exercer la reprise. Ce n'est d'ailleurs que l'application des principes généraux qui est ainsi

faite par la loi, car c'est la femme qui réclame l'exercice d'un droit, il lui appartient d'en justifier (1).

Mais, quel genre de preuve devra-t-elle fournir ?

Rappelons les règles qui existaient sur ce point sous l'empire du Code civil. Quand il s'agissait d'une femme commune en biens on se heurtait aux articles 1499 et 1504 du Code civil qui paraissaient être en contradiction. On sait quelle interprétation en avait donné la jurisprudence : quant au mobilier échu à l'épouse durant le mariage, celle-ci pouvait le revendiquer en nature ou en réclamer la valeur à l'aide de tous les moyens de preuve, même par la commune renommée.

Pour le mobilier apporté en mariage par la femme, au contraire, la preuve était administrée conformément au droit commun, par conséquent en dessus de 150 francs on ne pouvait prouver par témoins ou par présomptions s'il n'existait pas un commencement de preuve par écrit.

Les mêmes solutions étaient étendues au régime exclusif de communauté.

S'agissait-il d'une femme séparée de biens, dans le silence du Code on était généralement d'avis d'ad-

1. La preuve à fournir par la femme sera toujours la preuve d'une propriété mobilière, car même si elle a acheté des immeubles il ne lui suffira pas d'établir la régularité de son titre, elle devra justifier de l'origine des deniers avec lesquels il a été acheté (Cf. Pichon, *Rev. crit.*, p. 296).

mettre la femme à faire la preuve par tous les moyens.

En cette matière régnait donc une obscurité et surtout une complication regrettables, aussi le législateur a-t-il simplifié et unifié la preuve à fournir par la femme. Sous tous les régimes, elle pourra justifier de la consistance et de la provenance de ses biens réservés par tous les moyens de droit, même par témoins, mais non par commune renommée (art. 4). On ne pouvait, en effet, sans trop de rigueur exiger de la femme, vis-à-vis des créanciers, un inventaire ou un acte authentique pour des économies réalisées au jour le jour, c'est pourquoi les règles du droit commun ont été adoucies et la femme pourra prouver par témoins l'acquisition par elle faite, sans limiter cette preuve à 150 francs (1).

La preuve par commune renommée est cependant exclue; elle n'est guère admissible, en effet, que si le mari a négligé contrairement aux prescriptions de la loi de faire constater, par un inventaire, l'acquisition de deniers ou de biens mobiliers au profit de la femme. Telle n'était pas l'hypothèse.

Bien que la loi se soit efforcée de faciliter la preuve, elle n'en reste pas moins assez difficile à établir puisque la femme devra justifier de la provenance des biens réservés et par suite de l'origine des

1. Cf. *Journ. off.*, Chambre 1907, annexe n° 1128.

deniers qui ont servi à les acheter. Un acte pourrait-il intervenir entre le mari et la femme à cet effet ? Nous pensons que cet acte serait valable *inter conjuges* mais il est douteux qu'il puisse être opposé aux créanciers (1).

2° *Créanciers du mari*. — Il importait d'assurer la sécurité des tiers et, du même coup, le maintien du crédit marital sans cependant enlever à la femme le bénéfice de l'institution des biens réservés par un système de preuves trop rigoureux. Comment la loi a-t-elle ménagé les intérêts des créanciers, du mari et en même temps ceux de l'épouse qui se trouvent en conflit ?

Quand les créanciers du mari n'auront pas contracté avec lui dans l'intérêt du ménage, nous avons vu qu'ils n'avaient pas pour gage les biens réservés de la femme ; mais ceux-ci peuvent se trouver en fait confondus avec les biens du mari, les créanciers pourront-ils saisir tout ce qui est au domicile commun, sauf à la femme à agir en distraction et à fournir la preuve du droit qu'elle invoque ? Il en est en effet ainsi d'après l'article 4, la charge de la preuve incombe à l'épouse, le crédit du mari paraît donc sous ce rapport bien protégé.

La solution adoptée par la loi était d'ailleurs conforme aux principes du Code, car sous le régime de

1. Cf. de la Grasserie, *Lois nouvelles*, 1907, p. 496.

communauté tous les biens des époux sont présumés acquis (art. 1402, 1499, 1504), tant que l'un des époux n'a pas établi d'une manière précise son droit de propriété. Sans doute les biens réservés sont des droits communs, mais la femme n'en a pas moins la libre administration, c'est à elle qu'il appartient d'apporter la justification de ses droits particuliers. Sous les régimes dotal ou exclusif de communauté, tous les biens sont en principe entre les mains du mari, ceux dont la femme a l'administration sont une anomalie, ici encore la preuve lui incombait donc naturellement.

En régime de séparation, la question de savoir si l'époux qui entend soustraire un bien à la poursuite des créanciers de son conjoint, devait prouver que ce bien lui était personnel, était controversée. On admettait généralement que les créanciers pouvaient saisir indistinctement toute la masse des biens des époux sauf au conjoint intéressé à demander la destruction de son mobilier, conformément à l'article 608 du Code de procédure civile. Leur refuser ce droit, c'était aboutir, disait-on, à les priver injustement du droit de saisie sur le mobilier de leur débiteur par l'impossibilité où ils se trouveraient de le distinguer.

L'article 4 de la loi ne fait donc que consacrer les solutions antérieurement admises.

La nature de la preuve à fournir donnait lieu dans le Code civil à des difficultés.

Sous le régime de communauté, la jurisprudence décidait que c'était l'article 1499 plus rigoureux que l'article 1504 qui était applicable et la femme devait par suite justifier de la consistance de son mobilier par un inventaire en état authentique.

En cas de séparation de biens, tous les moyens de preuve étaient admis. La loi de 1907 (art. 4) n'exige ni un inventaire ni même un acte écrit comme moyen de preuve. La preuve testimoniale suffira selon le droit commun de l'article 1348. Ainsi, quant aux preuves à fournir, la femme est particulièrement bien traitée ; mais lui suffira-t-il de faire indiquer dans l'acte d'acquisition la provenance des fonds, sauf aux créanciers à prouver qu'ils ont une origine différente ? Nous pensons que la femme sera tenue de prouver toute une suite de faits rendant au moins vraisemblable l'existence entre ses mains des sommes ou des biens qu'elle prétend avoir acquis par son travail, sinon les créanciers pourraient être trop facilement victimes des fraudes des époux ; cependant si les créanciers prétendaient que les biens acquis par la femme l'ont été avec les deniers du mari, il leur appartiendrait de l'établir, puisque la loi de 1907 n'a pas ressuscité la présomption mucienne.

Ainsi, au cas de saisie de ses biens réservés, nous venons de voir que la femme, en établissant la consistance et la provenance de ce patrimoine, pourra demander la distraction, mais c'est en vain qu'elle

le ferait, si les créanciers ont contracté avec le mari dans l'intérêt du ménage. Dans ce cas, en effet, le mari est censé être mandataire tacite de la femme ; celle-ci se trouve donc obligée sur ses biens réservés. Mais la preuve incombe alors d'après l'article 3, § 3, aux créanciers. Il est heureux que cette disposition soit expresse, autrement, en effet, on aurait pu soutenir que, conformément aux principes généraux, toute dette du mari obligeait le communauté et par suite le pécule de la femme quand elle est commune en biens, sauf à elle à établir que la dette n'avait pas été contractée dans l'intérêt du ménage.

Le créancier du mari et de la communauté aurait-il à prouver qu'il s'agit d'un bien réservé, si la femme prétendait que ce bien qu'il veut saisir lui appartient en propre ? Ce sont les principes généraux qui trouveraient ici leur application et la preuve incomberait à l'épouse.

Créanciers de la femme

1° *Les créanciers n'ont pas contracté dans l'intérêt du ménage.* — Les créanciers de la femme ont toujours le droit de saisir les biens réservés quelle que soit la nature de leur créance et ils n'ont d'action que sur eux quand ils n'ont pas contracté dans l'intérêt du ménage. Lorsqu'ils voudront les saisir, à qui incombera la charge de la preuve ?

Sur cette question qui présente un intérêt pratique considérable la loi et les travaux préparatoires sont restés muets. Dans le silence des textes, il faut donc recourir aux principes généraux.

Sous le régime de communauté tous les biens étant présumés communs, il incombera aux créanciers qui veulent se soustraire aux règles ordinaires du régime à prouver qu'il s'agit de biens réservés et non de biens communs ordinaires.

Il en sera de même sous le régime dotal et exclusif de communauté.

En cas de séparation, au contraire, comme les créanciers peuvent poursuivre tous les biens des époux en raison de leur confusion de fait, il appartiendra au mari de demander la distraction de ses biens personnels pour les faire échapper aux poursuites des créanciers. Quelle preuve devront produire les intéressés ? Sous le régime de séparation la plupart des auteurs écartent l'article 1510 et admettent la preuve même par témoins et présomptions.

La même solution semble s'imposer sous le régime de communauté, puisque la preuve incombe alors aux créanciers et qu'ils n'ont pu se ménager une preuve authentique ni même écrite de la consistance des biens réservés.

2° Les créanciers ont contracté avec la femme dans l'intérêt du ménage. — En pareille circons-

tance, les créanciers ont action contre le mari, si d'après le régime adopté par les époux, les biens réservés auraient dû antérieurement à la loi nouvelle se trouver entre les mains du mari. Mais les créanciers devront-ils prouver que les obligations contractées par la femme l'ont été dans l'intérêt du ménage, ou doit-on présumer qu'il en est ainsi sauf au mari à établir qu'elles l'ont été dans un autre but ? Ici encore le texte de la loi ne donne pas la solution du problème, mais il semble résulter des travaux préparatoires que c'est une simple inadvertance, car le dernier alinéa de l'article 3 qui a trait aux effets des obligations de la femme n'a été ajouté que grâce à l'insistance de M. Legrand, la commission le jugeant inutile, ainsi qu'il résulte des délibérations au Sénat, par conséquent, c'est qu'elle estimait que la disposition écrite dans l'article 3 § 3 devait être étendue par analogie à notre hypothèse.

« Les motifs de décider ainsi ne sont-ils pas les mêmes ? disent MM. Lecourtois et Surville. En supposant, comme nous le croyons, qu'il ne faille considérer comme contractées dans l'intérêt du ménage que les dettes ayant pour objet les dépenses de logement, de vêtements, de nourriture des divers membres de la famille et d'entretien des enfants, etc., en un mot les dépenses qui se rattachent à la vie commune des époux, il sera très facile aux créanciers de fournir la preuve exigée par l'article 3. Elle est

aussi facile à faire, que la dette ait été contractée par la femme ou par le mari, peu importe » (1).

Nous croyons, en effet, que c'est à cette solution qu'il convient de se rallier.

1. Lecourtois et Surville, *la Loi* du 13 juillet 1907, p. 35, note 2.
— En sens contraire Pichon, *Rev. crit.*, 1908, p. 223.

CHAPITRE VI

CARACTÈRE D'ORDRE PUBLIC DE LA LOI

Après avoir délimité les zones d'influence entre les conjoints, il s'agissait de décider si la barrière élevée entre elles par le législateur serait infranchissable ou s'il ne tiendrait qu'à eux de la faire tomber par une simple manifestation de volonté. Autrement dit il fallait savoir si les droits conférés à la femme constitueraient une règle interprétative de volonté ou au contraire d'ordre public. C'est la première solution qui avait été adoptée tout d'abord par le Sénat, mais en seconde lecture c'est l'autre qui prévalut, grâce à l'intervention de MM. Maurice Faure, de Lamarzelle et Le Chevalier et malgré l'opposition de la commission.

Ils montrèrent que permettre à la femme de renoncer à la protection que la loi devait lui assurer, c'était peut-être rendre impuissante et stérile la législation tutélaire si péniblement élaborée. En vain, en effet, aurait-on fait des produits du travail féminin une classe de biens à l'abri des maris peu scrupu-

leux, si par une disposition insérée en tête de la loi on leur permettait de rendre celle-ci illusoire. N'était-il pas à craindre que le futur époux, plus au courant de ses droits que sa fiancée, n'en profitât pour solliciter d'elle une renonciation qu'elle aurait sans doute trop facilement accordée, avec une généreuse confiance dans l'avenir. Dans ce cas la loi serait restée pour elle inefficace d'une manière irrévocable, puisque le Code civil n'admet pas les pactes post-nuptiaux. Si au contraire elle entendait conserver ses droits, le mari aurait pu s'en montrer froissé. Or, il était vraisemblable qu'à raison de son importance cette question serait agitée lors de la rédaction du contrat de mariage. Certains allaient même jusqu'à soupçonner les notaires traditionnalistes par essence de faire de la renonciation une clause de style, profitant de la liberté laissée par la loi pour la tourner. Pour ces diverses raisons le Sénat décida que les pouvoirs conférés à la femme seraient d'ordre public.

Certains ont vu dans ce caractère impératif une violation de la liberté des conventions matrimoniales, cet argument paraît tout à fait spécieux. Sans doute les droits accordés à la femme ont une portée pécuniaire et les rapports de cette nature entre époux sont facultativement réglés à la volonté des intéressés ; mais il s'en faut que cette liberté soit entière. Elle ne peut se mouvoir qu'entre certaines limites sans pouvoir déroger à des principes consi-

dérés comme essentiels par le législateur. De ce nombre était dans le Code celui qui donne au mari la direction de la société matrimoniale (art. 1388). Or, faire de l'article premier de la loi du 13 juillet 1907 une mesure impérative, n'est-ce pas comme l'a dit M. Maurice Faure « l'équivalent, le corrélatif en quelque sorte de cet autre principe d'ordre public, en vertu duquel le Code interdit au mari de renoncer à son droit de chef de la communauté » (1).

Puisque la femme à son tour est à l'égard de ses gains considérée comme chef du ménage, non seulement dans son intérêt, mais surtout dans l'intérêt de ses enfants, il s'ensuit logiquement qu'elle ne peut par contrat de mariage renoncer aux pouvoirs que la loi lui donne à ce titre.

Suivant l'expression de M. Le Chavalier « il y a une liberté plus forte que celle des conventions, c'est celle des personnes » (2).

La loi de 1907 crée au profit de la femme mariée une capacité nouvelle, puisque pour tous les actes de la vie juridique (sauf les donations), la femme n'aura désormais plus besoin de solliciter l'autorisation du mari ou de justice.

Il y a là une conception juridique de l'union con-

1. *Journ. off.*, séance du 24 mai 1907.

2. *Journ. off.*, sénat, séance du 24 mai 1907.

jugale indépendante du régime adopté et par suite les droits confiés à la femme doivent être considérés comme un effet direct du mariage, donc soustraits à ce titre aux conventions des époux. « La liberté contractuelle, dit M. Saleilles, n'est plus en jeu dès qu'il s'agit d'organiser, non plus le régime des biens, mais les rapports personnels des époux d'après le rôle respectif qui dérive pour chacun d'eux de la conception du mariage. C'est la conception du mariage qui est en cause et non le principe de libre disposition des biens (1). »

Il n'y avait donc pas à étendre le principe de la liberté des conventions matrimoniales dans un domaine où il n'a jamais existé.

Remarquons d'ailleurs que la loi ne crée au détriment de la femme aucune incapacité analogue, à l'incapacité dotale. En refusant à la femme le droit de déroger aux dispositions nouvelles par contrat de mariage, la loi ne lui a pas défendu d'y déroger par des conventions particulières. M. Violette, il est vrai, dans son rapport à la Chambre n'a pas été favorable à cette interprétation de la loi, mais il se trouve en contradiction formelle avec l'auteur de l'amendement qui a eu pour effet de faire de l'article premier une mesure d'ordre public. M. Maurice Faure a, en effet, déclaré « qu'il sera toujours possible aux conjoints au cours du

1. *Bull. Société d'Études législatives*, 1907, p. 577.

mariage, s'ils le jugent utile, de faire toutes conventions qui ne sont pas contraires à la loi », Parlant de la femme, il disait encore : « Elle sera toujours libre de donner à son mari mandat de toucher ses gains de lui consentir un pouvoir d'administration générale. »

Ainsi la femme pourra déléguer ses pouvoirs à son mari, on n'a pas entendu restreindre sa liberté à cet égard, seulement elle ne pourra le faire que par voie d'engagements particuliers, on a voulu que le mandat conféré par elle au mari soit révocable et qu'elle ne se dépouillât pas pour toujours de la protection qui lui était assurée par la loi.

La renonciation faite par elle, dans son contrat de mariage, aurait été d'autant plus regrettable qu'en vertu de l'immutabilité des conventions matrimoniales, elle se serait liée irrévocablement les mains pour l'avenir par une clause dont elle n'aurait sans doute pas apprécié toute la portée. C'était montrer trop de défiance à l'égard des hommes de loi que de craindre qu'ils s'ingéniassent à tourner la loi par une clause de renonciation devenue de style, on ne voit pas d'ailleurs quels intérêts ils auraient pu avoir à paralyser les effets de la loi, à moins que les maris dans la classe peu aisée n'aient pris l'habitude de rédiger un contrat de mariage dans le but d'exploiter la faculté de travail de leur femme. C'était bien invraisemblable et nous n'en sommes pas là en

France. C'est plutôt pour les ménages possédant un patrimoine plus ou moins considérable que la liberté laissée par la loi en cette matière aurait pu avoir de graves inconvénients.

Mesure dans laquelle la loi de 1907 doit s'appliquer aux ménages existant lors de sa promulgation

Dans quelle mesure la loi de 1907 s'applique-t-elle aux ménages existant lors de sa promulgation ?

L'article 11 de la loi étend le bénéfice de la législation nouvelle, même aux femmes mariées avant sa promulgation. Cette disposition est-elle contraire au principe de non rétroactivité des lois formulées par l'article 2 du Code civil ? Nous ne le croyons pas. En effet, suivant la définition de M. Planiol, une loi est rétroactive « quand elle revient sur le passé, soit pour apprécier les conditions de légalité d'un acte, soit pour modifier ou supprimer les effets d'un droit déjà réalisé » (1).

Une loi peut modifier les effets futurs de faits ou d'actions même antérieurs sans être rétroactive. Or, c'est bien, il nous semble, le cas pour la loi de 1907. Sans doute, il en serait différemment si, comme le disent certains auteurs (2), il était permis aux femmes

1. M. Planiol, 1908, t. I, n° 243.

2. Lecourtois et Surville, *la Loi*, du 13 juillet 1907, n° 50.

dont le mariage est antérieur à la loi de 1907 de revendiquer le régime du libre salaire pour les biens qu'elles ont acquis par leur travail avant cette date ; mais la plupart des auteurs (1) admettent que telle n'a pas été la disposition du législateur qui n'a pas voulu porter atteinte aux droits acquis aux tiers antérieurement au 13 juillet 1907. L'article 11 de cette loi a eu seulement pour effet, pensons-nous, d'assurer aux femmes mariées avant la loi le bénéfice des prescriptions nouvelles sur les gains et les économies qu'elles réaliseront postérieurement à cette loi.

Or, c'est l'effet du caractère des lois d'ordre public de régir immédiatement toutes les situations, même celles qui s'étaient établies antérieurement. C'est aussi le propre des lois relatives à l'état et la capacité des personnes de s'appliquer dès leur promulgation à tous les individus. Nous pensons donc que la loi n'a pas eu d'effet rétroactif, que c'est par erreur que M. Legrand a dit au Sénat : « Nous allons donner à la loi un effet rétroactif, on dira que dès à présent les femmes mariées au moment de la promulgation de la loi bénéficieront des droits qui leur sont conférés par l'article premier (2). » Pour que

1. M. Planiol, 1910, t. III, n° 1045. — Lalou, n° 12. — Pichon, *Revue critique*, p. 424 et n° 25.

2. M. Legrand, Sénat, 24 mai 1907. *Journ. off.*, 25 mai, p. 664.

cette déclaration fût exacte, il faudrait que la loi autorisât cette catégorie de femmes à réclamer le bénéfice de la loi de 1907 pour leurs salaires antérieurs ; or, nous venons de voir que cette solution n'est pas acceptée par les auteurs.

Nous ne croyons pas non plus que la loi nouvelle porte atteinte au principe des conventions matrimoniales. Sans doute, elle modifie les pouvoirs des époux et elle apporte des changements dans le régime matrimonial, mais ces changements ne sont pas faits par les époux eux-mêmes, ils ne résulteraient pas de pactes post-nuptiaux, mais de la volonté omnipotente du législateur.

Remarquons que la disposition de l'article 11 s'imposait non seulement en vertu des principes du droit, mais aussi pour des nécessités pratiques, car il était nécessaire que les tiers qui auront à traiter avec une femme mariée laborieuse n'eussent pas à rechercher si cette femme était ou non mariée antérieurement à la loi nouvelle.

CHAPITRE VII

COMBINAISON DE LA LOI

AVEC LES DIVERS RÉGIMES MATRIMONIAUX

RÉGIME DE COMMUNAUTÉ

C'est avec le régime de communauté que la loi du 13 juillet 1907 paraissait le moins compatible, c'est aussi sous ce régime qu'elle entraîne les innovations les plus considérables.

Nous allons les passer successivement en revue.

1° *Pouvoirs des époux.* — Les féministes se plaignaient amèrement que, sous le régime de communauté, sous lequel vit l'immense majorité des ménages français, le mari écrasât l'épouse de son omnipotence et ne lui laissât qu'un rôle effacé et presque nul. Lui seul administrait les biens communs, pouvait les aliéner à titre onéreux, les donner même dans une large mesure, les engager par ses dettes personnelles. Désormais il n'en est plus ainsi, le mari a

cessé d'être le seigneur et maître de toute la communauté, une fraction de celle-ci qui a pour origine le travail de la femme lui échappe, elle est mise par la loi à la disposition exclusive de l'épouse. Les droits du mari sur ces biens lui sont transférés. Il y a, suivant l'expression de M. Saleilles, « interversion de pouvoirs ». La communauté a désormais deux chefs qui opéreront chacun dans leur département. Le principal gérant de l'association conjugale est toujours le mari, mais dans un cercle d'action différent, la femme opérera avec une complète autonomie. Le mari a seulement la faculté de faire prononcer judiciairement le retrait de ses pouvoirs au cas d'abus.

Quoique les biens réservés fassent toujours partie de la communauté, elle peut non seulement ester en justice à leur sujet, mais les vendre, les hypothéquer pour sûreté des obligations qu'elle peut contracter dans les limites de ses pouvoirs.

Nous ne reviendrons pas sur ces questions que nous avons déjà examinées, mais il convient de rechercher comment la loi de 1907 se combine avec le Code civil en ce qui concerne l'aliénation à titre gratuit des biens réservés sous le régime de communauté.

Une donation des biens réservés sera certainement valable si elle a été faite conjointement et solidairement par le mari et par la femme, dans les termes

où l'article 1422 autorise toute donation des biens communs.

Ne pourrait-elle pas être faite par la femme seule ? Le concours du mari lui sera à cet effet indispensable. Ceci résulte du texte de la loi et des déclarations du rapporteur, M. Gourju, au Sénat (*Journ. off.*, annexe 304, p. 14). Quant au mari, qui par dérogation à l'article 1421 ne peut disposer des biens réservés à titre onéreux, il ne saurait, à plus forte raison, en disposer à titre gratuit.

Dans cet ordre d'idées, on peut toutefois se demander, avec M. Perreau, s'il ne faudra pas considérer comme actes à titre onéreux, rentrant dès lors dans la catégorie des aliénations que peut consentir la femme sans autorisation du mari, les donations faites à titre de constitution de dot. Peut-être la jurisprudence hésitera-t-elle à s'engager dans cette voie.

CRÉANCIERS SOUS LE RÉGIME DE COMMUNAUTÉ

Créanciers du mari

I. — *Obligations contractées pendant le mariage.*
— Nous avons vu que sur ce point la loi apporte une innovation importante. Tandis que d'après le Code le mari pouvait engager tous les biens communs par ses dettes contractées tant que

durait la communauté, désormais une masse de biens communs, les biens réservés échappent à l'action des créanciers. Ceux-ci n'auront ce pécule pour gage que par exception, lorsque le mari aura contracté dans l'intérêt du ménage. Le mari cesse donc d'être d'une manière absolue le seigneur et maître de la communauté, c'est une importante restriction apportée à ses pouvoirs jadis trop étendus (1).

II. — *Obligations du mari antérieures au mariage.*

— D'après le Code, tous les produits du travail de la femme tombant en communauté, les créanciers du mari pouvaient les saisir même lorsque leur dette était antérieure au mariage. A l'avenir, quoique la loi ne le dise pas, il n'en sera plus ainsi. En effet, les créanciers ne peuvent saisir le pécule de la femme que si la dette du mari a été contractée dans l'intérêt du ménage (art. 3, § 2). Or, par le fait même que la dette est antérieure au mariage, il est évident qu'elle ne remplit pas cette condition. Les

1. Remarquons qu'il sera souvent difficile de savoir si le mari a contracté ou non dans l'intérêt du ménage. Comme le fait remarquer M. Planiol (t. III, n° 1141), ce n'est pas la nature de l'acte ni la qualité du contractant qui sert de critérium, mais la nature du but poursuivi. Or, à cet égard, dans bien des cas il y aura incertitude. Il est donc probable que s'il y a doute, les créanciers demanderont la signature de la femme. Nous avons admis qu'elle pourrait la donner contrairement à ceux qui ne veulent pas admettre les conséquences que comporte la liberté accordée à la femme.

biens réservés de la femme se trouveront donc protégés contre eux. Toutefois, comme il n'existe pour ces dettes quant à la preuve aucune règle analogue à l'article 1410 du Code civil, la femme ne pourra pas exiger un acte ayant date certaine. Mais s'il y a fraude la femme pourra en faire la preuve.

III. — *Charge de la preuve.* — Nous avons vu que d'après l'article 3, sous le régime de communauté, les biens administrés par la femme comme ceux administrés par le mari étaient les uns et les autres grevés de dettes contractées par chacun des conjoints dans l'intérêt du ménage. Il est dès lors important de savoir à qui il incombera de prouver que la dette avait ce caractère.

La loi décide que la charge de la preuve incombera au créancier quand le mari aura contracté. Il est heureux que cette question ait été résolue expressément, car d'après le droit commun toute dette contractée par le mari oblige les biens communs; elle obligerait donc en principe les biens réservés de la femme qui sont des biens de communauté, sauf à celle-ci à prouver que la dette avait été contractée autrement que dans l'intérêt du ménage. La règle nouvelle en matière de preuve est donc une dérogation aux principes généraux du Code. Ici encore les créanciers se trouvent assez mal traités, car ils n'auront pas vu l'emploi des marchandises qu'ils auront livrées, ils ne les connaîtront que par les

affirmations de leurs débiteurs et il est à craindre qu'ils se trouvent souvent frustrés quand les époux seront d'accord pour les duper.

La loi, si elle donne une solution claire et précise pour les dettes du mari, reste malheureusement muette pour les obligations de la femme.

Le texte de la loi est ainsi rédigé :

« Le mari n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens, des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la limite des droits que lui confère l'article premier, mais sans autorisation maritale. »

D'après cette rédaction du texte, on pourrait peut-être tirer cette présomption que les dettes contractées par la femme administratrice d'un patrimoine d'affectation l'ont été dans l'intérêt du ménage, ce qui dispenserait le créancier de faire la preuve et qu'il incomberait au mari de montrer qu'il en a été différemment. Mais nous croyons que cette interprétation est bien divinatoire et nous pensons plutôt que dans le silence de la loi on a entendu maintenir le droit commun en matière de preuve.

IV. — *Dettes de successions.* — Quant aux dettes de successions échues aux époux pendant le mariage, elles ne sont pas contractées dans l'intérêt du ménage. « Par conséquent les dettes de successions échues au mari pendant le mariage ne pourront plus être

poursuivies sur tous les biens communs (art. 1412 et 1416 du C. civ.), mais les produits du travail de sa femme ne seront plus en effet le gage des créanciers de cette succession. D'autre part, les dettes de successions échues à la femme qui les aura acceptées avec l'autorisation de justice, le mari ayant refusé la sienne, pourront être poursuivies non seulement sur la nue propriété des propres de la femme (art 1417 du C. civ.), mais encore sur les biens communs qui constituent son pécule.

V. — *Droits des créanciers de la femme.* — Pour déterminer les modifications que la loi nouvelle a apportées au droit de poursuite des créanciers de la femme, il nous faut rechercher quel sera l'effet des obligations de la femme sur ses biens propres et sur les biens communs.

1° *Dettes de la femme.* — Sous l'empire du Code civil la femme ne pouvait pas grever par ses obligations la communauté sans autorisation ou mandat tacite du mari ; bien plus elle-même, n'était pas valablement obligée. Il en était ainsi, tout au moins quand il s'agissait des dettes contractuelles ; quant aux dettes délictuelles ou quasi-délictuelles au contraire, son obligation était valable, que les actes donnant lieu aux poursuites des créanciers fussent réprimés par le Code pénal ou qu'il y eut lieu seulement à réparation civile.

A la vérité, le recours du créancier était en pareil

cas souvent illusoire, car il ne pouvait saisir que la nue propriété des propres de l'épouse, le mari chef de la communauté ayant en effet la jouissance de tous les biens propres de sa femme. Désormais son gage sera plus étendu quand la femme exercera une profession, car le créancier pourra poursuivre l'épouse sur la fraction de communauté constituée par ses gains et économies.

Pour soutenir cette opinion, on peut en effet se baser sur l'article 3 de la loi de 1907 ainsi conçu :

« Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers. »

Ce texte très général paraît s'appliquer aussi bien aux obligations délictuelles que contractuelles.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que la femme qui exerce une profession possède sur ses biens réservés des pouvoirs plus étendus que si elle était mariée sous le régime de séparation ; or, dans ce cas ses créanciers peuvent avoir action contre son patrimoine pour obligations délictuelles ou quasi-délictuelles. La même solution ne nous paraît pas douteuse en ce qui concerne les biens réservés, il serait à souhaiter qu'elle fut généralisée. Il est contraire à l'équité en l'état actuel de la législation que les tiers, victimes des délits d'une femme commune en biens, ne puissent s'en prendre qu'à la nue propriété de ses propres et voient leurs droits sacrifiés à ceux du mari sur la fortune de sa femme.

Ces résultats paraissaient si choquants que la jurisprudence s'était efforcée de tourner la difficulté en cherchant à rendre la communauté directement poursuivable du chef du mari. Dans ce but, elle tâchait de lui imputer quelque faute personnelle, s'il y avait eu de sa part une participation aussi minime soit-elle aux méfaits de sa femme ou si elle se basait sur des données de responsabilité civile comme si la femme était quelque préposée du mari (1).

Il vaudrait mieux reconnaître que la communauté doit être tenue des suites pécuniaires des délits commis par la femme, de même qu'elle se trouve grevée des dettes du mari qui ont pour cause quelque acte illicite dont il s'est rendu coupable.

La loi de 1907 est un premier pas dans cette voie, mais son application sur ce point sera souvent contrariée par la loi du 12 janvier 1895, qui empêchera les créanciers de saisir-arrêter au delà du dixième les salaires inférieurs à 2.000 francs.

Sous l'empire du Code la femme ne pouvait en principe contracter valablement avec les tiers, mais si elle était munie de l'autorisation du mari elle engageait par ses obligations non seulement la communauté, mais aussi les biens propres de son conjoint qui se trouvait tenu contrairement au principe : *qui auctor est non se obligat*. Il en sera encore ainsi à

1. V. Lefebvre, *Histoire du droit matrimonial*, t. II, p. 453.

l'avenir comme par le passé, seulement la femme n'a plus besoin de l'autorisation du mari pour s'obliger sur ses biens réservés, quoique ceux-ci fassent toujours partie de la communauté. En outre, les créanciers auront toujours le droit, si leurs obligations ont été souscrites dans l'intérêt du ménage, de poursuivre leur paiement sur tous les biens de la communauté et sur ceux du mari.

La femme pouvait déjà, antérieurement à la loi de 1907, traiter avec les tiers sans autorisation pour l'achat des fournitures nécessaires au ménage et les dépenses courantes, le cercle dans lequel la jurisprudence lui permettait de se mouvoir a-t-il été élargi ? Nous pensons qu'il est resté le même, mais la femme agira à l'avenir en vertu d'un pouvoir propre quand elle engagera la communauté et le mari et non plus en vertu d'un mandat tacite. En même temps elle s'oblige elle-même personnellement. Ceci découle naturellement du principe adopté d'après lequel la femme agit non plus au nom du mari, mais comme associée et cogérante de la communauté.

Quand la femme, au cas de refus du mari aura été autorisée par la justice, elle engagera par ses obligations contractuelles non seulement la nue propriété de ses propres, mais aussi ses biens réservés si elle n'a pas contracté dans l'intérêt du ménage. Dans le cas contraire elle oblige tous ses biens, ceux de son mari et la communauté.

On peut donc ainsi résumer les effets des obligations contractuelles de la femme tels qu'ils résultent de la combinaison de la loi de 1907 avec le Code civil.

1° *La femme a contracté dans l'intérêt du ménage.*

— Dans cette hypothèse, qu'elle ait été ou non autorisée par le mari ou à son défaut par la justice, le gage des créanciers comprend les gages personnels de la femme, les biens réservés à son administration, les autres biens communs et enfin les propres du mari.

II. — *La femme n'a pas contracté dans l'intérêt du ménage.* — Il faut établir des sous-distinctions.

1° La femme a contracté sans autorisation de son mari ni de la justice.

Elle oblige les biens réservés à son administration exclusivement.

2° Elle a contracté avec l'autorisation de son mari.

Elle oblige ses propres, la communauté tout entière et les biens personnels du mari.

3° Elle a contracté avec autorisation de la justice.

Elle oblige ses biens réservés et la nue propriété de ses propres (1).

Quels sont les effets de la loi de 1907 sur les obligations de la femme antérieures au mariage ?

1. Cf., Pichon. Opinion précitée, p. 38.

A cet égard l'article 5 de la proposition de loi de M. Gourju spécifiait que « le pécule réservé répondra de toutes les dettes de la femme contractuelles ou délictuelles même antérieures au mariage ».

Le terme de la loi du 13 juillet 1907 ne contient aucune disposition analogue, mais le texte de l'article 3 est très général et décide que « les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers » sans apporter à ce droit de saisie aucune exception. Nul doute par suite, que la solution proposée par M. Gourju n'ait été tacitement adoptée. D'ailleurs, comme les dettes mobilières antérieures au mariage font partie du passif de la communauté (art. 1406) et que les biens réservés viennent au contraire en grossir l'actif, ils peuvent certainement être saisis de ce chef par les créanciers de la femme.

D'autre part, une modification importante est apportée à l'article 1410 ainsi conçu : « Le créancier de la femme en vertu d'un acte n'ayant pas date certaine avant le mariage ne peut en poursuivre le paiement que sur la nue propriété de ses immeubles personnels. » Ce texte est une application de l'article 1328 et se justifie par ce motif que la communauté qui est un tiers ne doit éprouver aucun préjudice comme conséquence de la poursuite de créanciers porteurs de billets n'ayant pas date certaine, il se peut en effet qu'ils aient été antidatés et

que la femme ait traité avec ses créanciers au cours du mariage et sans autorisation du mari. Mais la loi nouvelle fait échec aux principes du Code sur ce point, puisque les créanciers de la femme peuvent saisir ses biens réservés, même si elle s'est obligée pendant le mariage et sans autorisation. Il en résulte qu'ils auront action contre la fraction de communauté constituée par les produits du travail de la femme, sans être obligés de produire les justifications exigées par l'article 1410 alors que leurs créances sont antérieures au mariage.

Théorie des récompenses

Les modifications apportées par la loi nouvelle à la théorie des récompenses découlent des principes posés par l'article 3 et qui sont les suivants :

1° Les dettes contractées par la femme sans autorisation du mari n'obligent ni les biens personnels de celui-ci, ni les biens ordinaires de communauté si elles n'ont pas été contractées dans l'intérêt du ménage.

Par suite, lorsque les patrimoines qui n'étaient pas le gage des dettes contractées dans un intérêt personnel aux époux auront cependant servi à les payer, il y aura lieu à la dissolution de la communauté de rétablir leur intégrité.

C'est ce qui arrivera dans les hypothèses suivantes :

Il peut se faire d'abord que le mari ait, sur ses biens propres, payé une dette contractée par la femme non autorisée autrement que dans l'intérêt du ménage. Il a droit alors à une récompense et celle-ci pourra être soldée sur les biens personnels de la femme.

Le mari pourrait-il réclamer aussi cette récompense à la communauté ? Comme la dette payée par le mari aurait pu être poursuivie sur le pécule qui fait partie des biens communs, il nous semble équitable de faire supporter par la communauté ces dettes, mais toutefois les biens réservés seuls qui sont affectés par la loi à ce passif en répondront.

Il est possible que les dettes en question, au lieu d'être payées par le mari sur ses biens personnels, l'aient été avec les biens de communauté dont il avait l'administration. Si la femme renonce à la communauté pour reprendre seulement ses biens réservés, elle devra récompenser intégralement la communauté des dettes qu'elle aura payées pour elle, car c'est dans cette mesure qu'elle s'est appauvrie en sa faveur. Si au contraire la femme accepte, elle ne devra payer une récompense à la communauté que dans la mesure où la dette payée par elle sera supérieure à la valeur des biens réservés, c'est seulement

en effet dans cette proportion que la femme s'est enrichie à ses dépens.

Enfin, si c'est la femme qui a payé sur ses biens réservés une dette contractée par son conjoint autrement que dans l'intérêt du ménage, elle a droit à récompense. Si elle renonce à la communauté, elle devra être dédommée entièrement. Mais si au contraire elle accepte, comme le montant de la récompense se trouverait alors en communauté de même que les biens réservés, il n'y a plus de dérogation au droit commun.

Dissolution de la communauté

La loi nouvelle n'apporte pas de modification aux règles traditionnelles du Code civil en ce qui concerne la dissolution, si la communauté est acceptée par la femme ou ses héritiers. Mais un changement très important résulte de l'article 5 § 2 et 3 de la loi au cas de renonciation.

D'après cet article, en effet : « Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient antérieurement le gage, en vertu de l'article 3 de la présente loi.

» Cette faculté appartiendra à ses héritiers en ligne directe. »

Cette disposition de la loi française a été inspirée par l'article 4 de la loi genevoise du 7 novembre 1894 dont l'article 4 est ainsi conçu :

« A la dissolution du mariage, le mari ou ses héritiers pourront exiger que les biens personnels de la femme, acquis conformément à l'article premier de la présente loi, soient rapportés à la communauté. Si la femme ou ses héritiers renoncent à la communauté, ils ne seront pas soumis à cette obligation. »

Toutefois, au point de vue juridique, la condition des biens ainsi mis à la disposition de la femme ne paraît pas être la même dans les deux lois. « Le texte de l'article 4, dit M. Bufnoir en parlant de la loi genevoise, qui impose le rapport, c'est-à-dire la remise de la masse en cas d'acceptation de la communauté des biens acquis à la femme, conformément à l'article premier, paraît supposer que les biens dont il s'agit en étaient sortis » (Bufnoir, *Bulletin de la Société législative comparée*, p. 174). Le législateur français décide, au contraire, que « s'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun » (art. 5 § 1) et que « sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté, ni société d'acquêts, ces biens seront propres à la femme » (art. 5 § 4). Il semble bien résulter de ces textes que les biens réservés avaient continué à faire partie de la communauté quand elle était le régime adopté par les

époux. S'il en était autrement, d'ailleurs, le mari ne pourrait obliger ce pécule par ses dettes mêmes si elles étaient contractées dans l'intérêt du ménage. Cette combinaison ingénieuse fut favorablement accueillie à la Société d'Études législatives par la plupart des jurisconsultes qui examinèrent cette question, après une discussion animée elle fut adoptée.

Elle passa dans les diverses propositions de lois présentées ensuite (Grosjean, art. 7. — Gourju, art. 7), elle fut adoptée sans difficulté par le Parlement.

Malgré l'anomalie que présente cette sorte de droit de distraction par rapport aux règles de la communauté, on se rallia à cette solution parce qu'elle parut indispensable pour donner à la réforme toute son efficacité.

L'idée du législateur, en effet, a été d'assurer à la femme un minimum de ressources en lui donnant les droits nécessaires pour qu'elle puisse vivre de ce qu'elle a gagné par son travail. Tant que la communauté subsiste, la protection de la loi sera inefficace, grâce aux droits étendus d'administration reconnus à la femme. Mais à la dissolution, si on avait appliqué les règles du droit commun, ses économies échapperaient à la femme au moment peut-être où elle en aurait le plus besoin, car il arrivera souvent qu'elle sera alors vieille et infirme et incapable de

se livrer à aucun travail. C'est donc surtout en prévision de ces difficultés que la protection de son pécule s'impose avec plus de force. Il ne fallait pas permettre que la femme pût être complètement ruinée par les dilapidations du mari ou frustrée de ses économies au profit des héritiers de son conjoint.

C'est pourquoi on accorde à la femme un droit qui est refusé au mari. C'est qu'on a considéré que le travail des deux époux ne devait pas être mis sur le même pied. C'est au mari qu'incombe le devoir de nourrir la famille, tandis que les ressources que la femme se procure par son activité ont un caractère anormal et on comprend qu'on lui applique des règles exceptionnelles.

Mais si au point de vue de l'équité il convenait pour des raisons d'ordre pratique de faire brèche à la construction traditionnelle de la communauté, on ne peut cependant contester que la condition des biens réservés soit rendue plus trouble au point de vue juridique. Toutefois, il faut remarquer que si le législateur a fait fléchir le cadre de la communauté, il en a dans l'ensemble respecté les grandes lignes. Déjà, sous l'empire du Code, en effet, il existait des dérogations au principe que la femme renonçante perd tous droits sur les biens communs. Pour des motifs d'humanité, l'article 1492 décidait que la femme, dans ce cas, pouvait reprendre les linges et hardes à son usage, Certaines de nos anciennes cou-

tumes se montraient plus libérales que le Code en cette matière. On peut dire que la disposition de l'article 5 de la nouvelle loi constitue un retour à cette conception en même temps qu'elle en est une extension.

Mais c'est surtout dans la clause de reprise d'apport franc et quitte (art. 1514) que la loi nouvelle trouvait un précédent à la mesure qu'elle instituait. On a étendu à tous les ménages laborieux et en dehors de toute convention cette clause qu'on trouvait fréquemment dans les contrats de mariage. On sait que la femme peut ainsi s'assurer à elle-même et à ses héritiers la faculté de reprendre tout ou partie de ses apports tout en renonçant à la communauté.

Le travail de la femme est en effet un apport *sui generis* suivant l'expression de M. Bufnoir (*Bulletin de législ. comparée*, n° 2, fév. 1896, p. 175) (1).

Remarquons toutefois qu'il existe des différences notables entre la clause conventionnelle de l'article 1514 et la disposition légale de l'article 5. D'après le Code, les apports de la femme sont repris par elle libres de toute dette de communauté. La loi nouvelle n'a pas été aussi loin, il était juste en effet, puisque la femme avait l'administration des produits

1. « Le projet assimile le produit du travail personnel à l'apport de la femme. Quand, comme c'est le cas le plus fréquent, son aptitude au travail représente sa seule fortune, n'est-il pas juste de la protéger aussi énergiquement que le capital constitué en dot. » Guillier, rapport, p. 14.

de son travail et que ce patrimoine avait une affectation spéciale (qui est l'intérêt du ménage), qu'il restât le gage des créanciers qui pouvaient exercer leur droit de poursuite sur lui avant la dissolution de la communauté en vertu de l'article 3.

C'est ce qu'a décidé la loi. Dès lors on peut dire que l'intérêt des tiers est sauvegardé. En effet, ceux qui pouvaient poursuivre le pécule pendant la communauté étaient les créanciers de la femme et parmi les créanciers du mari ceux-là seuls qui avaient contracté dans l'intérêt du ménage. Après la dissolution, que la femme accepte ou renonce, leur gage reste entier. Quant aux créanciers du mari qui avaient contracté dans un intérêt autre que celui du ménage, comme à l'époque où ils avaient stipulé ils ne pouvaient normalement compter se faire payer sur les biens réservés, car la dissolution de la communauté était une éventualité sur laquelle ils ne pouvaient compter, la renonciation de la femme ne saurait être considérée comme diminuant leur gage et ils ne peuvent se plaindre de ce qu'il n'est pas augmenté.

Ces considérations devaient faciliter une réforme qui était très utile pour la femme, et qui ne rencontrait pas d'obstacles bien sérieux au point de vue juridique.

Le droit de renonciation avec faculté de conserver les biens réservés a été étendu aux héritiers en ligne directe de la femme. Ce droit est bien naturel, car

si la femme a économisé, c'est dans l'intérêt de ses enfants. Il est humain de leur laisser cette ultime ressource quand le mari a ruiné la communauté (sur l'effet de la clause de l'art. 1514 à l'égard des tiers, voir Baudry, Lecourtois et Surville, t. III, *Contrat de mariage* et Planiol, t. III, n° 1389).

Faut-il accorder aussi aux autres héritiers de la femme, notamment aux collatéraux et aux ascendants, le droit de reprise prévu par l'article 5 § 3 ? Non, à notre avis, car c'est seulement dans l'intérêt du ménage que le législateur a apporté ici des dérogations au droit commun ; et on ne comprendrait pas pour quel motif elles pourraient profiter à d'autres personnes que la femme ou ses enfants ; vis-à-vis de ces personnes les biens provenant des gains de la femme n'offrent plus le caractère de biens réservés.

La femme pourrait-elle renoncer, par une clause du contrat de mariage, à la faculté que lui confère l'article 5 ? Il ne le semble pas, car c'est dans un intérêt d'ordre public que la loi a modifié en sa faveur les principes généraux de la communauté ? La règle nouvelle adoptée se rattache à la notion même de mariage ; elle est soustraite à la volonté de l'époux.

Ne pourrait-on pas, cependant, soutenir qu'une règle spéciale comme celle de l'article 5, qui est particulière au régime de communauté, n'est nullement impérative.

Nous croyons cependant que toute clause de son

contrat de mariage qui priverait la femme du droit de garder ses biens réservés en renonçant serait nulle, car de même que d'après le Code les époux, en adoptant le régime de communauté, doivent nécessairement admettre le gouvernement exclusif de la communauté par le mari et les privilèges de l'épouse et que la femme ne pourrait s'interdire la faculté de renoncer ; de même croyons-nous, dans la loi nouvelle, la femme ne pourrait se priver de l'avantage qui lui est accordé.

En ce qui touche la règle d'option admise pour le cas de communauté, il ne faudrait pas y voir d'ailleurs une disposition accessoire qui se rattache aux particularités de la communauté. Cette règle répond à cette idée générale et indépendante du choix du régime, d'après laquelle le patrimoine réservé pour répondre à son affectation doit pouvoir rester intact aux mains de la femme, surtout peut-être au moment de la dissolution de la communauté, car c'est souvent à ce moment que le ménage traversera la crise la plus pénible. Pour arriver à ce résultat des biens réservés, on a fait des propres sous les autres régimes, sous la communauté on lui a accordé le droit de garder le pécule tout en renonçant (V. Saleilles, p. 586. Soc. d'Ét. législ.). C'est une condition trop indispensable à l'efficacité de la loi pour qu'il soit admissible que la femme puisse y faire échec par une clause de son contrat de mariage, clause qui ne tarderait pas,

d'ailleurs, à devenir de style. Ainsi donc, l'article 5 est en corrélation trop étroite avec l'article premier pour ne pas être considéré comme d'ordre public et soustrait aux conventions des intéressés, et nous croyons que toute clause qui modifierait la réglementation légale de cet article pour étendre ou restreindre les droits de la femme devait être déclarée nulle. Si le texte de l'article premier n'impose pas formellement cette solution, ce serait cependant conforme à l'esprit de la loi.

AUTRES RÉGIMES QUE CELUI DE COMMUNAUTÉ

Régime sans communauté

Sous ce régime antérieurement à la loi de 1907, existait une controverse au sujet du sort réservé aux produits du travail de la femme (1). Pour certains auteurs l'activité de la femme était considérée comme une sorte de fonds productif de revenus et le mari, par suite, serait devenu propriétaire de ses gains. Pour d'autres, au contraire, les produits du travail de la femme constituaient de petits capitaux dont elle avait la propriété sauf application des règles du quasi-usufruit, et les revenus seuls de ces capitaux

1. On se demandait si le mari, après avoir pourvu aux besoins du ménage au moyen des revenus des époux, pouvait s'approprier les bénéfices réalisés par la femme grâce à son travail.

s'ils avaient été économisés et placés appartenaient au mari. La loi de 1907 décide, dans son article 5 § 4, que « sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme », par suite la propriété de ses gains aurait été restituée à la femme par ceux qui adoptaient la première solution ; il faut même remarquer que ce serait le seul cas où la loi opérerait un déplacement de propriété, mais pour ceux qui se rangeaient à la seconde manière de voir, quel sera l'intérêt de la loi nouvelle ?

Il est encore considérable, car si au point de vue de la propriété celle-ci est simplement maintenue à la femme, cependant depuis la loi de 1907 les gains personnels de la femme échapperont désormais à l'administration et à la jouissance du mari auxquels ils étaient précédemment soumis, quel que fût le système adopté. C'est la femme qui sera seule chargée à l'avenir d'affecter ces biens aux charges du ménage.

La jouissance des produits de son travail n'est pas toutefois aussi complètement réservée à la femme que sous le régime de séparation. Ses gains restent en effet soumis à l'action de ceux des créanciers de son mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage. D'après l'article 3 § 2 de la loi, en effet, il en est ainsi toutes les fois que les biens réservés « auraient dû, antérieurement à la présente loi, se

trouver entre les mains du mari », ce qui est le cas sous le régime envisagé.

Examinons quels sont les effets particuliers au régime de séparation de biens résultant de l'application de la loi nouvelle.

Séparation de biens

Primitivement, la séparation de biens avait pour effet de faire sortir entièrement la femme de la puissance du mari et de lui rendre sa pleine capacité. La loi de 1907 tend à revenir à cet ancien état du droit et accorde à la femme des pouvoirs plus étendus que ceux qui lui étaient reconnus par le Code.

1° *Actes d'administration.* — Les pouvoirs de l'administration de la femme séparée sur les produits de son travail sont plus larges et mieux assurés qu'auparavant. Non seulement on lui reconnaît toujours le droit exclusif de toucher ses salaires, mais aucun obstacle ne l'empêchera désormais d'en faire librement emploi, alors qu'on lui avait interdit un certain nombre d'actes voisins de l'aliénation tels que les baux de plus de neuf ans.

2° *Actes d'aliénation.* — L'autorisation du mari, autrefois nécessaire pour aliéner ses immeubles, sera désormais inutile à la femme. Il en sera de même à plus forte raison pour ses meubles et plus ne sera

besoin de rechercher si l'aliénation est ou non nécessitée par les besoins de son administration.

3° *Obligations.* — La femme séparée de biens n'a d'après les articles 1449 et 1536 du Code civil la capacité de s'obliger que dans la mesure de l'administration de sa fortune, tandis que la loi nouvelle ne l'a enfermée dans aucun cercle de ce genre en ce qui concerne ses biens réservés. Dès lors, de deux choses l'une ; ou bien l'obligation contractée par la femme est relative à l'administration de sa fortune, et elle sera exécutoire à la fois sur ses biens réservés et sur ses autres biens ; ou cette obligation n'aura pas été contractée dans un but d'administration et elle ne sera exécutoire que sur les biens réservés. C'est une conséquence assez étrange et peu satisfaisante de la loi.

Quant aux obligations du mari, qu'elles aient été ou non contractées dans l'intérêt du ménage, il paraît certain que ses créanciers n'auront pas d'action sur les biens réservés de la femme. Ces derniers ne sont pas en effet de ceux qui « d'après le régime adopté, auraient dû, antérieurement à la présente loi, être entre les mains du mari » (art. 3 § 2).

En principe, sous le régime de séparation, c'est la femme elle-même qui doit administrer ses biens séparés. Cependant, en fait, il se peut que le mari intervienne dans la gestion de ces biens, soit qu'il ait reçu un mandat exprès ou tacite de sa femme ou par

usurpation de pouvoirs. La même situation pourra se présenter pour les biens réservés comme pour les biens séparés. Il y aura lieu alors de déterminer la responsabilité du mari pour immixtion dans les affaires de sa femme. Dans ce cas il y aura lieu d'appliquer le droit commun, c'est-à-dire les articles 1577 à 1580 du Code civil auxquels la loi de 1907 ne déroge pas.

La loi nouvelle modifie-t-elle pour la femme la part contributoire qu'elle doit fournir au mari sous le régime de séparation ? En lisant l'article 7 on pourrait croire qu'un changement est apporté au point de vue de la quotité, puisqu'il décide que « faute par l'un des époux de subvenir spontanément dans la *mesure de ses facultés* aux charges du ménage », il sera possible à l'autre de saisir-arrêter une part des produits du travail de son conjoint en proportion de ses besoins.

Sous l'empire du Code la femme, au cas de séparation judiciaire, devait déjà contribuer aux charges proportionnellement à ses facultés (art. 1448), mais au cas de séparation conventionnelle, sauf convention contraire l'article 1575 fixait la part contributoire de la femme aux tiers de ses revenus.

M. Violette a vu l'antagonisme entre les deux textes et il a déclaré à la Chambre : « Il est entendu que cet article 7 n'abroge nullement l'article 1537 du Code civil spécial au régime de la séparation de

biens. » Ainsi donc, en principe, le mari pourra saisir-arrêter les produits du travail de sa femme seulement jusqu'à concurrence d'un tiers à défaut de stipulation conventionnelle et dans les limites de la convention au cas contraire.

Cependant, conformément à la jurisprudence antérieure à la loi, la part contributoire pourrait être modifiée si les revenus du mari devenaient tout à fait insuffisants.

Remarquons que si la femme subvenait spontanément aux charges du ménage au lieu de verser comme précédemment sa part contributoire au mari, c'est elle qui sera chargée de cette affectation quand il s'agira des produits de son travail. Antérieurement à la loi, la femme était parfois autorisée à le faire par la justice quand il était à craindre que le mari ne dissipât les sommes que lui remettait sa femme. Mais cette jurisprudence ne s'appuyait sur aucun texte, il n'en sera plus ainsi désormais.

Régime dotal. — Quelles sont sous ce régime les innovations apportées par la loi nouvelle ? Si la femme ne s'est constituée en dot que ses biens présents seuls, nous ne trouvons aucune modification. Les produits de son travail étaient considérés par la grande majorité des auteurs comme paraphernaux antérieurement à la loi du 13 juillet 1907, ils restent paraphernaux.

Mais en quoi est modifiée la condition juridique

des gains réalisés par elle, quand la femme s'est constituée en dot ses biens à venir, hypothèse dans laquelle il était généralement admis que les produits du travail de la femme étaient dotaux.

Dans ce cas, il ne nous paraît pas douteux qu'un changement important ne soit apporté par la loi nouvelle et que les produits du travail de la femme rejetés en dehors de la dot ne deviennent paraphernaux.

Sans doute, l'article 5 § 4 n'est pas très probant à cet égard, il se contente de dire que « sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté, ni société d'acquêts ces biens sont propres à la femme », mais comme le mari n'est pas considéré comme propriétaire de la dot, ce texte ne tranche pas la question de savoir si les gains de la femme restent dotaux ou deviennent paraphernaux. Mais il n'est pas douteux que cette dernière solution n'ait été celle adoptée par les auteurs de la loi quand on lit les travaux préparatoires. Nous y trouvons cette déclaration de M. Gourju :

« Il est à remarquer que nous améliorons la situation financière de la femme sous le régime dotal. »

« Dans l'état actuel du droit, la femme, quand le régime dotal est pur et simple, travaille pour son mari et l'enrichit ; elle ne s'enrichit pas elle-même, tandis que sous le régime dotal tel qu'il existera dorénavant pour la femme travailleuse, le pécule produit par ses gains et salaires lui sera réservé. » Et

le rapporteur, M. Guillier, disait dans le même sens en parlant de la condition juridique « des biens acquis par la femme et constituant son pécule sous le régime dotal » : « Ce seront des *paraphernaux* qui demeureront sa propriété exclusive, de même que les biens acquis par le mari lui resteront en propre » (même séance). Il résulte certainement de ces déclarations que les auteurs de la loi ont bien entendu faire des gains de la femme sous le régime dotal sans distinction des biens extra-dotaux.

Ajoutons qu'une autre solution serait inconciliable avec les dispositions de la loi.

Les biens dotaux, en effet, sont administrés par le mari ; or l'article premier de la loi confère à la femme, quel que soit le régime adopté par elle, pleins pouvoirs d'administration et cette disposition est d'ordre public.

D'autre part, tandis que les biens dotaux sont inaliénables, la femme peut librement disposer à titre onéreux de ses biens réservés, qu'ils soient meubles ou immeubles (art. 1^{er}, § 3).

Ainsi donc les produits du travail de la femme sont extra-dotaux, et il n'est pas naturel qu'il en soit ainsi, puisque le législateur a eu surtout en vue les classes ouvrières en opérant sa réforme ; or, le régime dotal n'a d'avantages que pour ceux qui possèdent une certaine fortune, il ne serait pas pratique de l'appliquer aux maigres salaires de la femme ou

à ses petites économies qui sont destinées à subvenir aux besoins journaliers du ménage.

Remarquons toutefois que si les biens de la femme sont des biens extra-dotaux, ils ne sont pas admissibles en tous points aux biens paraphernaux (1) ; la femme, en vertu de l'article premier de la loi, possède en effet des droits plus étendus sur les premiers que sur les seconds, puisqu'elle peut les aliéner sans l'autorisation du mari.

Enfin nous estimons qu'en cas de mauvaise administration par la femme, le mari pourrait demander à la justice de prononcer le retrait en tout ou en partie des pouvoirs à elle conférés par la loi nouvelle (en ce sens Lecourtois et Surville, p. 24). C'est une conséquence assez choquante de la loi que la femme puisse être sous le régime dotal privée de ses droits d'administration et de disposition sur ceux de ses biens extra-dotaux qu'elle a acquis par son travail et qui sont de ce chef particulièrement sacrés, alors qu'elle conserve plein pouvoir sur les autres.

1. Elle possède des droits plus étendus sous certains rapports, plus restreints sous d'autres.

CHAPITRE VIII

CONTRIBUTION DES ÉPOUX AUX CHARGES DU MÉNAGE

La seconde partie de la loi du 13 juillet 1901 a organisé la contribution des époux aux charges du ménage.

Cette seconde partie a une portée plus générale que la première. Le régime du libre salaire, objet de la première partie, ne fonctionne qu'au profit des femmes mariées qui exercent une profession distincte de celle de leur mari; au contraire, la seconde partie est applicable à toutes les femmes mariées sans exception (comme d'ailleurs à tous les maris). A cet égard, le titre plus général de la loi substitué sur l'initiative de M. Le Chevalier au titre primitif est significatif. En quoi consistent les améliorations apportées par la loi? Pour saisir la portée de sinnovations en cette matière, il n'est pas inutile de rappeler dans quelle situation se trouvait sous l'empire de la législation antérieure la femme mariée qui voulait obtenir du mari la contribution de celui-ci aux charges du ménage. A vrai

dire cette contribution n'avait pas été juridiquement organisée. Sans doute le Code civil imposait aux deux époux l'obligation de se secourir et de pourvoir mutuellement à leur entretien. Le mari, plus particulièrement, devait fournir à sa femme aux termes de l'article 212 « tout ce qui lui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état ». Mais ce devoir alimentaire n'était pas efficacement sanctionné en raison de l'interprétation de notre Code où s'était arrêtée la jurisprudence.

Quand les époux vivaient ensemble, on refusait à la femme tout droit d'action pour contraindre son mari à lui verser une pension alimentaire. Le mari étant considéré comme seul chef du ménage et seul juge de la mesure et de la nature des dépenses domestiques, si on l'avait obligé à remettre à l'épouse des sommes dont elle aurait eu le libre emploi, on aurait prononcé ainsi une déchéance partielle de ses pouvoirs en transmettant à la femme, dans une certaine mesure, la direction du ménage, ce qui aurait été contraire aux principes du Code. Les tribunaux se bornaient à dispenser la femme de fournir sa part contributoire au mari sous le régime de séparation de biens, quand elle avait de justes motifs de craindre que les sommes versées par elles fussent détournées de leur destination. Sous les autres régimes, la femme ne pouvait se procurer ce qui lui était nécessaire à sa subsistance si le mari n'y pourvoyait pas, qu'en

faisant des dettes chez ses fournisseurs par des acquisitions à crédit.

La sanction du devoir alimentaire des époux n'existait en réalité que dans l'hypothèse de leur séparation de fait. Toute subvention, il est vrai, était refusée à la femme qui abandonnerait sans motif le domicile conjugal, mais sa demande devait être accueillie quand la vie commune avait cessé par la faute du mari. Dans ce cas l'épouse pouvait s'adresser à la justice pour obliger son mari à remplir l'obligation de secours que lui imposait le Code civil. Une fois la condamnation obtenue, le jugement lui servait de titre pour former, si elle le jugeait utile, une saisie-arrêt entre les mains des débiteurs de son mari. Mais malgré les simplifications apportées par la loi du 12 juin 1895 à la procédure de saisie-arrêt, la femme n'obtenait le paiement des aliments que lui allouaient les tribunaux qu'en subissant des lenteurs et en exposant des frais. Il était souvent impossible, en fait, à la femme pauvre et abandonnée par son mari, de se faire allouer la pension à laquelle théoriquement elle avait droit. Il était donc urgent qu'à cette situation la loi de 1907 portât remède.

Dans ce but la procédure a été réduite au minimum. La femme peut citer son mari devant le juge de paix par simple lettre missive recommandée. Ce magistrat, après avoir entendu les époux en per-

sonne, statue sur la demande qui lui est présentée. Quand la femme a obtenu du juge de paix un jugement, elle le signifie au tiers qui est débiteur vis-à-vis de son mari des salaires ou de toute autre rémunération du travail. Cette signification vaut attribution à la femme des sommes saisies-arrêtées à due concurrence.

On voit ainsi combien sont considérables les dérogations apportées au droit commun. Les frais d'une citation sont évités, les formalités de la dénonciation et de la contre-dénonciation supprimés. Contrairement à ce qui existait antérieurement, le juge de paix sera compétent même quand le traitement du mari dépassera 2000 francs ou quand l'autorisation de saisie donnée à la femme portera sur une somme supérieure à 600 francs.

Alors que de droit commun le juge de paix n'est pas compétent (sauf application à la loi du 12 janvier 1895) en matière de pension alimentaire que dans les rapports entre ascendants et descendants, la loi de 1907 lui permet de connaître des pensions alimentaires entre époux. Enfin le juge de paix rend, contrairement au droit commun, une seule décision pour autoriser la saisie-arrêt et la déclarer valable.

La femme acquiert ainsi un moyen rapide et pratique de contraindre son mari à subvenir aux charges du ménage, elle est ainsi pourvue d'une arme offensive contre l'époux par la seconde partie

de la loi, alors que la première lui donne une arme défensive en lui permettant de garder les produits de son travail. On voit ainsi qu'une inspiration commune, l'intérêt de la famille, se retrouve dans tous les articles de la loi.

Il est intéressant de savoir si le droit de saisie-arrest subsiste en cas de séparation de fait. Nous avons vu que d'après l'interprétation donnée du Code civil par la jurisprudence, c'était dans ce cas surtout que les droits des époux étaient efficacement sanctionnés ; en est-il encore ainsi dans la loi nouvelle ? Le premier tribunal (1) qui ait eu à statuer sur cette question avait déclaré que la loi était dans ce cas inapplicable. Pour aboutir à cette solution il s'appuyait sur l'argument suivant : l'article 7 de la loi parle des charges du ménage, ceci implique que les époux vivent en commun. Le législateur a entendu donner à l'expression « ménage » son sens usuel, c'est-à-dire qu'il a voulu désigner une famille groupée sous le même toit vivant sur un fonds commun, mais à son avis « la loi du 13 juillet 1907 n'a pas été édictée en vue de la situation d'époux qui ont cessé de vivre en commun, en ce cas celui des époux qui prétend avoir droit à une pension alimentaire ne peut fonder son action que sur les dispositions des articles 212 et 213 du Code

1. Trib. de Boulogne-sur-Mer, 5 mars 1908. D. 1909. 2. 17,

civil ». Le tribunal de Boulogne-sur-Mer en tirait cette conséquence que les règles exceptionnelles de procédure et de compétence établies par la loi de 1907 n'étaient pas applicables entre conjoints séparés de fait.

Ce jugement a été infirmé par la Cour de cassation (1) qui ne s'est pas arrêtée au raisonnement purement formel du tribunal de Boulogne. Par charges de ménage il faut entendre dans la loi de 1907 les charges du mariage. Il ne faut pas donner aux mots une importance exagérée, car il arrive aux praticiens et aux jurisconsultes les plus attentifs au choix des expressions d'employer indifféremment l'un de ces mots pour l'autre. Bien plus il en est ainsi dans le Code lui-même.

Dans les travaux préparatoires de la loi, d'ailleurs, on ne trouve aucun appui à cette interprétation, bien au contraire « Le droit pour chacun des époux de faire saisir-arrêter les salaires de l'autre, disait M. Guillier dans son rapport, est reconnu par cela seul que le dernier néglige de contribuer spontanément dans la mesure de ses ressources à l'entretien du ménage. Ces expressions englobent le cas qui est le plus fréquent d'abandon par un des époux du domicile conjugal (2).

Ces paroles indiquent bien que l'obligation de

1. Cass., 1^{er} février 1909. P. 1910. I. 15.

2. *J. off.* Doc. parl. Sénat, séance du 20 mars 1907.

contribuer aux charges du ménage prévue par les articles 7 et suivants est pour les époux une suite nécessaire du mariage et non de la vie commune, c'est même lorsque celle-ci a cessé que la loi trouve principalement son application.

L'histoire de l'élaboration de la loi montre d'ailleurs que c'est à l'abandon de la femme par le mari qu'ont eu principalement en vue les différents auteurs des projets de loi. C'est en effet à cette hypothèse seulement que la proposition Jourdan, origine de la loi nouvelle, limitait pour la femme le droit de saisie-arrêt sur les salaires de son conjoint.

La Cour de cassation a donc admis, avec raison, que les règles exceptionnelles de procédure et de compétence établies par la loi 1907 demeurent applicables entre conjoints séparés de fait, mais elle n'a pas abordé la question de fond consistant à savoir si le juge de paix saisi et statuant d'après les règles établies par les articles 7 et suivants pourra et devra, tout en constatant la séparation de fait entre les époux, autoriser et valider la saisie-arrêt pratiquée par l'un des conjoints sur les produits du travail de l'autre.

Nous estimons que conformément à la jurisprudence antérieure, celui des époux qui prétend avoir droit à une pension doit établir qu'il a été contraint à une habitation séparée. Le refus d'aliments par l'un des conjoints peut être en effet justifié s'il s'en sert

comme d'une arme destinée à obtenir le rétablissement de la vie commune, à moins toutefois que le séjour au domicile conjugal ne soit rendu intolérable par son fait.

Ces solutions ne paraissent pas être modifiées par la loi du 13 juillet 1907, qui ne contient pas d'innovation quant au principe et à la nature de l'obligation, à ce point de vue elle n'est que le prolongement des articles 212 et 214 du Code civil, elle donne seulement aux époux un moyen de contrainte plus efficace pour sanctionner l'obligation de contribuer aux charges du ménage (V. Gaudemet. *Revue trimestrielle de droit civil*, année 1907, p. 381 et suiv.).

La compétence du juge de paix instituée par l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907 est-elle si générale qu'elle puisse être invoquée non seulement quand les époux sont séparés de fait, mais encore quand les époux sont en instance de divorce ? C'est ce qu'a décidé le tribunal de paix de Saint-Nazaire (26 juillet 1909. D. 1910. 2. 10 et la note de M. Lalou).

La difficulté provient des articles 238 et 240 du Code civil qui attribuent formellement, soit au président du tribunal civil statuant en conciliation, soit après la non conciliation au tribunal civil lui-même la connaissance des demandes de pension alimentaire qui peuvent être formées par les époux l'un contre l'autre.

A-t-il été dans les intentions du législateur d'attribuer un pareil contentieux aux juges de paix. C'est ce qui semble difficile d'admettre, car la procédure expéditive instituée par la loi se prêterait mal à des questions de cette gravité, qu'il est d'ailleurs difficile de trancher indépendamment de celles de toute nature qui sont soumises au cours d'une instance en divorce au magistrat conciliateur (résidence de l'époux, garde des enfants, etc.), dont il y a tout intérêt à confier l'appréciation au même juge.

Nous nous rangerons donc à l'avis de M. Lalou qui estime que le juge de paix ne peut, dans cette hypothèse, qu'autoriser la saisie-arrêt sur les produits du travail du défendeur dans les limites de la pension allouée précédemment par le juge conciliateur ou le tribunal civil, mais nous ne pensons pas qu'il puisse fixer un autre chiffre ni reviser un jugement rendu par une juridiction supérieure.

Au cours d'une instance en divorce, le juge de paix nous paraît être dessaisi de cette deuxième mission qui lui est attribuée normalement par la loi de 1907, et nous ne croyons pas qu'on puisse faire abstraction des articles 238 et 240 du Code civil et des considérations qui commandent leur application.

Bien entendu, quand un jugement de divorce passé en force de chose jugée sera intervenu, il n'y aura plus d'époux et la loi de 1907 deviendra, par suite, inapplicable.

Au point de vue de la compétence, c'est au juge de paix que la loi a donné la connaissance de la saisie-arrêt spéciale qu'elle institue. Cette juridiction paraissait d'ailleurs toute désignée puisqu'il s'agissait de simplifier encore la saisie-arrêt des salaires afin de la rendre aussi économique et aussi rapide que possible et que, d'autre part, le juge de paix, à tort ou à raison, est considéré comme l'arbitre naturel des contestations familiales.

L'article 7 n'a pas dérogé au principe de la compétence *ratione loci*, en décidant que le juge de paix compétent serait celui du domicile du mari. En effet, même si la demande esi intentée par le mari, ce juge sera celui du domicile du défendeur, puisque aux termes de l'article 108 du Code civil, la femme mariée n'a pas d'autre domicile que celui de son mari.

Au point de vue de la compétence *ratione materie* du juge de paix, il faut pour que ce magistrat soit compétent qu'on se trouve dans l'hypothèse prévue par l'article 7, c'est-à-dire que les valeurs qu'il s'agit de saisir-arrêter doivent être nécessairement les produits du travail de l'époux défendeur et que son conjoint exige de lui une contribution aux charges du ménage. Si l'une de ces deux conditions faisait défaut, le juge de paix serait incompétent. Mais ces deux conditions nécessaires sont-elles suffisantes et le juge de paix sera-t-il compétent quel que soit le chiffre de la demande? C'est la question qu'a eu à

résoudre le tribunal de Châlons (1) et dans le silence de la loi il n'a pas cru devoir admettre l'affirmative. Il a estimé, au contraire, qu'en l'absence d'indications précises à cet égard dans le texte de la loi nouvelle, le taux de la compétence devait rester régi par la loi de 1905 et que le conjoint saisissant devait porter son instance devant le tribunal d'arrondissement statuant d'après les règles ordinaires du Code de procédure quand sa demande excède les limites fixées par cette loi. Peut-être n'est-ce pas là l'orientation définitive de la jurisprudence. L'article 7, en effet, décide que le juge de paix autorisera l'époux demandeur à « toucher du salaire ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins ». La façon dont ce texte est conçu indique bien que la prétention du demandeur se présentera d'une manière indéterminée. Dès lors, puisque le texte de la loi n'y répugne pas, bien au contraire, n'y a-t-il pas lieu de l'interpréter de telle sorte qu'on assure à la loi toute son efficacité. « Sans doute, dit M. Gaudemet (*Revue trimestrielle de droit civil*), les exceptions sont d'interprétation stricte, mais cela signifie qu'elles ne doivent pas être étendues par voie d'analogie hors du domaine que délimite le texte législatif. Or, ici, toute la difficulté est précisément de savoir quel est ce domaine. »

1. Trib. civil de Châlons-sur-Marne, 19 mars 1907. *Gaz. Trib.*, 4 juin 1907.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que les seules demandes de pensions alimentaires dont peut connaître le juge de paix aux termes de la loi de 1905, sont celles qui sont fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil ; or il s'agit ici de la demande d'un conjoint fondée sur l'article 212 du même Code (1). En l'absence de raisons péremptoires et décisives, il n'y a donc pas lieu d'annihiler l'effet de la réforme réalisée quand les demandes seront supérieures à 600 francs.

PROCÉDURE

Ainsi que nous l'avons déjà indiqué plus haut, la procédure a été simplifiée. L'instance est introduite non pas au moyen d'un exploit d'huissier, mais par un simple avertissement du greffier en la forme d'une lettre missive recommandée qui vaut citation. C'est une importante dérogation au droit commun ; on semble s'être inspiré, en cette matière, de la loi récente sur les conseils de prud'hommes du 27 mars 1907 (art. 29).

Cet avertissement indique la nature de la demande. Si le greffier omettait cette indication, l'époux cité serait fondé à refuser de comparaître. Il serait en effet inadmissible qu'un époux soit obligé

1. Lalou, Opinion précitée, p. 201.

de comparaître *ad nutum*, chaque fois que son conjoint en aurait la fantaisie (1).

L'avertissement devra être envoyé de façon à pouvoir toucher le défendeur un jour franc avant la comparution.

Les deux époux « devront comparaître en personne, sauf le cas d'empêchement absolu et dûment justifié » (art. 8-2°).

Leur présence est utile, en effet, pour que le juge puisse apprécier quelle est la nécessité et quel doit être le quantum de la saisie-arrêt.

Le jugement rendu sera signifié au conjoint saisi et au tiers débiteur.

Cette signification vaut, par elle-même et sans autre procédure, attribution au conjoint demandeur des sommes dont la saisie a été autorisée par le juge.

Les jugements rendus par le juge de paix sont exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution. Cette exception au droit commun se justifie aisément, car le conjoint demandeur sera généralement dans le besoin ou la misère lorsqu'il actionnera l'autre en saisie-arrêt. Il importait donc d'empêcher le défendeur de décourager l'autre époux par des moyens dilatoires.

Les jugements rendus n'ont jamais l'autorité de

1. Cf. séance du Sénat, 14 mai 1907. *J. off.* Sénat, annexe, p. 626.

la chose jugée (art. 10). Le conjoint bénéficiaire et le conjoint saisi peuvent donc, à n'importe quel moment, recommencer l'instance pour faire modifier.

« Les deux époux devront comparaître en personne sauf le cas d'empêchement absolu et dûment justifié » (art. 8-2°).

Leur présence est utile, en effet, pour que le juge puisse apprécier quelle est la nécessité et quel doit être le quantum de la saisie-arrêt.

Le jugement rendu sera signifié au conjoint saisi et au tiers débiteur.

Cette signification vaut pareille-même et sans autre procédure attribution au conjoint demandeur des sommes dont la saisie-arrêt a été autorisée par le juge.

Ainsi la procédure se trouve être simplifiée peut-être, même à l'excès sur la formalité de la déclaration affirmative a été supprimé ce qui pourra présenter des inconvénients. Pour y obvier, il y aura intérêt en pratique, dans le silence de la loi, à mettre en cause le tiers saisi pour que celui-ci puisse déclarer de quelles sommes il est débiteur.

Il pourra arriver que les salaires du conjoint défendeur soient déjà saisis-arrêtés par d'autres créanciers quand la femme voudra les saisir à son tour. Or, on sait que d'après l'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895, ces salaires des ouvriers et les petits

appointements ou traitements qui ne sont pas supérieurs à 2.000 francs ne sont saisissables que jusqu'à concurrence des deux dixièmes. L'article 2 permet, en outre, la cession volontaire d'un autre dixième. Sera-t-il impossible à la femme comme aux autres créanciers de saisir les sept autres dixièmes ?

Non, car si les salaires et petits appointements ont été protégés par la législature, c'est précisément pour les réserver à la famille et c'est dans son intérêt qu'une saisie sera opérée par le conjoint demandeur.

Le caractère alimentaire de sa créance n'est pas douteux. Or, d'après l'article 3 de la loi du 12 janvier 1895, dans ce cas la saisie-arrêt formée par la femme ne doit pas être soumise aux restrictions des premiers articles. Toutefois, les concurrents de la femme peuvent être eux-mêmes privilégiés comme créanciers d'aliments.

Ne devront-ils pas alors concourir avec elle ?

M. Violette dans son rapport à la Chambre précise ce cas :

« Nul doute, dit-il, que la saisie pratiquée en vertu de l'article 7 devra être satisfaite par préférence à toute autre. Le texte de l'article indique, en effet, nettement, que les sommes qu'il s'agit ainsi de saisir-arrêter ont un caractère alimentaire ; ainsi aucune autre procédure ne peut les distraire de leur destination naturelle. D'ailleurs, les dispositions de cet

article 7 se combinent naturellement avec celles de la loi sur la saisie-arrêt des petits salaires ».

La Chambre, en 1896, avait décidé que la procédure organisée par la loi nouvelle serait dispensée des droits de greffe, de timbre et d'enregistrement. Cette mesure s'expliquait quand la loi devait être limitée aux salaires des ouvriers dans la pensée de ses auteurs. Mais, en 1907, comme le bénéfice de la loi était étendu à tous les produits du travail et que celle-ci était susceptible de s'appliquer à des personnes aisées, la commission du Sénat après avoir entendu les observations du ministre des Finances a été d'avis de laisser les instances relatives à ces actions sous l'empire du droit commun.

Les plaideurs dépourvus de ressources pourront donc seulement avoir recours à l'assistance judiciaire.

En ce qui concerne les voies de recours contre les décisions du juge de paix, l'article 10 de la loi spécifie que les jugements rendus par lui seront « exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel et sous caution ».

Il y aura lieu à opposition quand le conjoint défendeur appelé par lettre n'aura pas comparu. En ce qui concerne les délais pendant lesquels cette opposition sera recevable, dans le silence de la loi de 1907, à cet égard, il convient d'admettre que le légis-

lateur a entendu s'en rapporter au droit commun (art. 20 du C. de proc. civ.).

De même, en ce qui concerne l'appel, il y aura lieu d'observer les règles du droit commun et d'après ces règles, toutes les décisions du juge de paix en matière de pension alimentaire étant susceptibles d'appel (art. 7 de la loi du 12 juillet 1905), il semble bien qu'en cette matière l'appel sera toujours recevable, d'autant plus que la demande sera indéterminée la plupart du temps puisqu'elle sera libellée dans une simple lettre de convocation rédigée par le greffier plutôt assimilable à un avertissement qu'à une citation, et qui généralement ne précisera pas l'étendue de la prétention du demandeur.

Les jugements autorisant une saisie-arrêt pourront, même lorsqu'ils seront devenus définitifs, être modifiés, « si la situation respective le justifie » (art. 10 *in fine*). C'est encore le droit commun en matière de pension alimentaire.

Quel sera le juge de paix compétent pour modifier le jugement, celui qui l'a prononcé ou celui du domicile actuel du défendeur ? Rien dans le texte ou l'esprit de la loi ne paraît motiver une exception aux principes du Code de procédure. C'est donc le juge de paix du domicile actuel du défendeur qui sera compétent ; sans s'occuper de savoir si c'est lui qui a rendu le jugement primitif.

CONCLUSION

Si on examine dans son ensemble la loi nouvelle, on s'aperçoit qu'elle est un effort pour ménager nos habitudes traditionnelles qui font de la communauté une des assises de notre conception familiale, avec le souci de parer à cette injustice de refuser à la femme tout pouvoir sur ce qu'elle a gagné par son travail personnel.

La question a été résolue par une combinaison du régime de la communauté avec celui de la séparation de biens. Mais on a donné à la femme sur ses biens réservés des droits plus étendus que ceux qui lui étaient accordés dans ce second régime et l'autorité maritale se trouve sensiblement atteinte, bien qu'on n'ait pas fait de l'épouse, comme le demandent la plupart des féministes, l'égale du mari.

Pouvait-on atteindre le but primordial poursuivi par la loi de 1907 sans bouleverser aussi complètement les principes de notre régime de communauté. Nous croyons qu'il était difficile de le faire sans aller jusqu'à la séparation de biens, or en France il n'était

pas désirable que ce régime devint le régime légal, car nous sommes trop attachés à la communauté. Le système institué par la combinaison du Code avec la loi nouvelle n'en est pas moins quelque peu compliqué, car il reflète à la fois l'image de la pensée napoléonienne et celle de notre moderne démocratie. Le point le plus délicat est le règlement de la situation vis-à-vis des tiers. La capacité de la femme se trouvait plus ou moins étendue suivant le régime adopté par elle, depuis la femme commune en biens, jusqu'à celle séparée de corps il y avait une gamme dans laquelle la loi nouvelle introduit une nuance qui n'existait pas encore. Il n'en faut pas moins savoir gré au législateur du principe souverainement équitable qu'il a édicté en faveur de la femme.

Sans doute il ne faut pas se faire trop d'illusions sur la valeur pratique de la réforme, notamment sur le redressement des abus du mari en ce qui concerne les rapports de la femme avec son mari. « Dans la cohabitation du mariage, dit M. Thaller, on se heurtera toujours, quoi qu'on fasse, à une loi supérieure à toutes les autres : à la loi de l'homme, à la force masculine. » Le mari pourra encore se faire remettre par la menace ou la violence le produit du travail de la femme « qui préférera le régime de souffre-douleur que le mari brutal ou débauché lui infligera, à la rupture de la vie commune l'enfer du ménage avec la consolation que ses enfants lui donnent ». Ce sont

les mœurs qu'il faudrait pouvoir réformer et non la loi. *Quid leges sine moribus!* Mais il est déjà important que les abus ne puissent plus s'abriter derrière la légalité. La femme pourra d'ailleurs acquérir une conscience nouvelle de son rôle le jour où elle saura que la loi fait d'elle la dispensatrice de son salaire et que les décisions judiciaires seront venues appuyer sa résistance.

En ce qui concerne les rapports de la femme avec les tiers, il faut avouer que la loi de 1907 ne semble pas avoir donné jusqu'à présent les résultats qu'on en attendait. Une enquête a établi en effet (V. note de M. Adam, *Bulletin de législation comparée*, 1909, p. 285), que les établissements de crédit et les agents de change en particulier se refusaient systématiquement à traiter avec la femme quand elle n'apporte pas une autorisation du mari, soit qu'il s'agisse d'une ouverture de compte, d'un achat ou vente de valeurs. Les tiers sont hypnotisés par les dispositions des articles 2 et 4 de la loi qui annihilent à leurs yeux celles de l'article 1^{er}, ils craignent un retrait d'autorisation du mari ou une contestation de lui en ce qui concerne la consistance et la provenance des biens réservés. Le résultat pratique semble donc presque nul actuellement. Peut-être, la loi entrera-t-elle peu à peu dans les mœurs. Certains cependant ne voient comme remède qu'une nouvelle interven-

tion du législateur et la suppression de l'incapacité de la femme mariée, mais une réforme de cette importance n'est pas encore sur le point d'être réalisée.

Quoi qu'il en soit, on ne peut nier que la loi nouvelle n'ait été inspirée par un très bon esprit. C'est une réforme excellente dont le besoin se faisait sentir à une époque où le relâchement du lien conjugal a trop souvent pour effet l'abandon de la femme et de ses enfants par le mari. Or, la loi de 1907 donne en pareil cas dans sa seconde partie une armée efficace contre le mari à la femme. On peut regretter seulement que seuls aux termes de la loi de 1907 les salaires et le produit du travail puissent être saisis-arrêtés. Par là la loi nouvelle trahit son origine, c'est bien une loi ouvrière qui a même le tort de l'être trop exclusivement. Il est probable que cette réforme sera étendue au profit des ménages riches, contre le mari qui ne travaille pas et qui se soustrait à la fois à son devoir familial et à son devoir social.

Le droit nouveau contenu dans cette loi est trop complexe pour être l'expression d'une conception précise et cohérente, aussi croyons-nous qu'une refonte de notre communauté légale s'impose et que le futur Code civil devra coordonner les éléments disparates, épars dans deux lois d'inspiration et d'origine différentes.

Cette loi aura-t-elle dans un avenir plus ou moins prochain comme conséquence de substituer la sépa-

ration de biens à la communauté comme régime légal ! Certains auteurs le pensent et ne s'en effraient pas, remarquant que dans des pays étrangers où il en est ainsi les deux institutions du mariage et de la famille ne sont pas plus en décadence qu'ailleurs. Nous croyons cependant qu'il serait préférable que la communauté restât le fond de notre régime matrimonial, c'est une tradition nationale pour les Français, elle est le produit du sol et de la race, elle remonte si haut dans le passé qu'elle est mêlée au mystère de notre histoire de nos origines, et il est difficile de dire si elle est romaine, gauloise ou germanique ; elle a subi l'épreuve des siècles et ce n'est pas impunément qu'on déracine un peuple de certaines traditions, fussent-elles juridiques.

Vu : le Président de la thèse, ~
A. WEISS

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

TEXTE

LOI du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage.

Article premier. — Sous tous les régimes, et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat du mariage, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens.

Elle peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières.

Elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner, à titre onéreux, les biens ainsi acquis.

La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification, faite par un acte de notoriété, ou par tout autre moyen mentionné dans la convention, qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers, avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification, n'est pas engagée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains résultant du travail commun des deux époux.

Art. 2. — En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés, dans l'intérêt du ménage, par l'article précédent, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait soit en tout, soit en partie, par le tribunal civil du domicile des époux, statuant en Chambre du conseil, en présence de la femme, ou elle dûment appelée, le ministère public entendu.

En cas d'urgence, le président de ce tribunal peut, par ordonnance de référé, lui donner l'autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers.

Art. 3. — Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers.

Ils pourront l'être aussi par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage, alors que, d'après le régime adopté, ils auraient dû, antérieurement à la présente loi, se trouver entre les mains du mari.

La preuve que la dette a été contractée par le mari dans l'intérêt du ménage incombe au créancier.

Le mari n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens, des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la limite des droits que lui confère l'article premier, mais sans autorisation maritale.

Art. 4. — En cas de contestation, la femme pourra, tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, établir par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée, la consistance et la provenance des biens réservés.

Art. 5. — S'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fond commun.

Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient antérieurement le gage, en vertu de l'article 3 de la présente loi.

Cette faculté appartiendra à ses héritiers en ligne directe.

Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme.

Art. 6. — La femme pourra ester en justice sans autorisation, dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi.

Art. 7. — Faute par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins.

Art. 8. — Le mari et la femme seront appelés devant le juge de paix par un simple avertissement du greffier, en la forme d'une lettre missive recommandée à la poste, indiquant la nature de la demande.

Il devront comparaître en personne, sauf les cas d'empêchement absolu et dûment justifié.

Art. 9. — La signification du jugement rendu en conformité de l'article 7 qui précède, faite au conjoint et aux tiers débiteurs à la requête de l'époux qui en bénéficie, lui vaut

attribution des sommes dont la saisie a été autorisée, sans autre procédure.

Art. 10. — Les jugements rendus en vertu des articles 2 et 7 de la présente loi seront exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution. Il pourront, même lorsqu'ils seront devenus définitifs, être modifiés, si la situation respective le justifie.

Art. 11. — Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées même par les femmes mariées avant sa promulgation.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — Historique.....	15
CHAPITRE II. — Composition des biens réservés.....	23
§ 1. — Que faut-il entendre par biens réservés. — Salaires et autres produits du travail.....	26
§ 2. — Œuvres artistiques et littéraires.....	29
§ 3. — Bénéfices commerciaux.....	37
§ 4. — Gains résultant d'un travail commun.....	41
§ 5. — Produits du travail antérieurs au mariage.	45
§ 6. — Économies.....	48
CHAPITRE III. — Droits de la femme sur ses biens réservés.....	55
§ 1. — Propriété des gains de la femme.....	55
§ 2. — Actes d'administration.....	58
§ 3. — Aliénation.....	61
§ 4. — Dispositions à titre gratuit.....	66
§ 5. — Actions.....	68
§ 6. — Validité des actes de la femme.....	70
CHAPITRE IV. — Droits du mari.....	81
CHAPITRE V. — Créanciers.....	87
I. — Droit des créanciers. — Questions de preuves.	89
CHAPITRE VI. — Caractère d'ordre public de la loi. — La loi est-elle rétroactive.....	105
CHAPITRE VII. — Combinaison de la loi avec les divers régimes.....	113

I. — Régime de communauté.....	113
II. — Régime sans communauté.....	135
III. — Séparation de biens.....	137
IV. — Régime dotal.....	140
CHAPITRE VIII. — Contribution des époux aux charges du ménage.....	145
CONCLUSION.....	163

